

LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°663 - Juillet-Août 2024

2€

"Le RN on n'en veut pas !"

**Priorité aux exigences
ouvrières et populaires**



Manifestation contre l'extrême droite, Paris le 15 juin 2024

Prochaine parution
Mardi 10 septembre 2024

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

“Le RN, on n’en veut pas” Priorités aux exigences ouvrières et populaires

La première et incontestable victoire de ce deuxième tour des législatives, c’est la double défaite du RN : pas de majorité absolue et troisième place, derrière le NFP et Ensemble. Le RN au pouvoir, c’est « non » et c’est un « non » très majoritaire.

Les appels à faire « barrage au RN » ont été largement entendus et suivis.

Les mobilisations sur le thème du combat contre le RN ont été essentielles.

Les manifestations organisées par la quasi-totalité des syndicats de l’intersyndicale, et le travail fait par les militants dans les entreprises, les rassemblements partout, y compris dans les petites villes, réunissant syndicalistes, jeunes, militants politiques..., comme au moment des mobilisations contre la réforme des retraites, ont fortement contribué à ce résultat.

La mobilisation des associations démocratiques, des organisations de défense des droits des femmes, celles qui se battent contre les discriminations, celle des milieux artistiques, des milieux de la culture, de la recherche, des travailleurs de l’audiovisuel public, pour démasquer les mensonges du RN et son projet de société basé sur le racisme, la discrimination, l’exclusion, celles qui luttent contre les violences policières, celles de la solidarité avec la lutte du peuple palestinien et celles qui soutiennent le combat du peuple kanak ..., ont également joué un rôle important.

Sont venus s’ajouter les reculs de Bardella et Cie sur les questions sociales et les gages donnés au patronat, en toute hâte, qui ont contribué à ouvrir les yeux de certains de ses électeurs potentiels. Sans parler des propos ouvertement racistes xénophobes, de candidats RN, montrant que le RN n’avait pas « changé ».

Cela signifie que cette victoire appartient à tous ces secteurs de la société.

Que la chappe qui pesait sur la tête depuis des semaines, quant à une victoire inéluctable du RN, a été levée.

Cette victoire est aussi celle du Nouveau Front Populaire (NFP), qui a participé à ces mobilisations, les a souvent impulsés et qui a mis en avant, dans son programme, une grande partie des exigences sociales et politiques du mouvement ouvrier et populaire et qui a appelé à faire barrage au RN. Il est le pôle politique le plus important au parlement.

Elle est aussi celle de toutes les organisations, comme notre parti, qui ont appelé à voter pour le NFP, aux deux tours, pour réduire au maximum le nombre de députés du RN.

Ceci dit, le RN réalise plus de 10 millions de voix, ce qui signifie que s’il est rejeté comme parti gouvernemental, il garde une influence négative au plan national. Et qu’il faudra continuer

à se battre contre son influence dangereuse, sa démagogie, son racisme et sa politique de division.

Macron sort encore plus affaibli de ces élections. Lui qui prétendait « clarifier la situation » en décidant la dissolution de l’Assemblée, prenant le risque de permettre au RN d’arriver au gouvernement, se retrouve avec un parti diminué de 90 députés, qui doit ses résultats en partie au « vote républicain » des électeurs de gauche en sa faveur.

A l’image de président des riches, des patrons, des marchands de canons, s’ajoute celle d’un président qui a fait le jeu du RN et qui a semé le chaos.

Les leaders d’Ensemble se désolidarisent publiquement de lui, les uns après les autres. Ensemble arrive en deuxième position (168), derrière le NFP (182) et devant le RN (143) : les tractations pour dégager une majorité de coalition gouvernementale ne font que commencer.

En attendant, l’ambiance dans le mouvement ouvrier et populaire a changé, à la fois parce que la menace imminente du RN a reculé et parce que les exigences politiques, sociales, environnementales, sont parties prenantes de la mobilisation électorale qui l’a permis.

Le grand patronat ne s’y trompe pas : il est furieux de voir que le refus de la réforme des retraites revient sur la table, que l’exigence du retrait – et pas seulement de la suspension - de la réforme de l’assurance chômage est posée. Que l’augmentation des salaires et notamment celle du SMIC reprend de la vigueur. Personne ne croit qu’il est possible d’imposer ces exigences et toutes les autres, sans lutte, sans mobilisation et sans s’organiser en conséquence.

Les prochains rendez-vous sociaux et politiques, locaux et nationaux, comme les rendez-vous d’été contre les mégabassines, seront l’occasion de l’affirmer, y compris avec une dimension festive.

Ce seront l’occasion de diffuser largement La Forge de juillet-août, qui consacre plusieurs articles à ce moment électoral qu’on peut qualifier d’historique et qui explique les positions que nous avons prises. Des positions que nos camarades ont défendues et mises en œuvre avec esprit de responsabilité et conscience révolutionnaire. ★

Paris, 8 juillet 2024

Parti Communiste des Ouvriers de France

Abonnement à La Forge - Tarifs pour la France

Version électronique (pdf) : 26 € - Pli ouvert (version papier) : 28 €

Pli fermé : 35 € - Abonnement avec soutien : 40 €

Chèque à l’ordre de : **Société En Avant** - 15 cité Popincourt - 75011 Paris

La montée du RN crée une situation politique dangereuse

Le 9 juin, au soir même des élections européennes, Macron a pris la décision de dissoudre l'Assemblée et de convoquer de nouvelles élections législatives, pour le 30 juin et le 7 juillet.

Rien ne l'y obligeait. Il l'avait même affirmé en mai dernier : « les résultats des élections européennes n'auront pas d'incidence sur la politique intérieure » ! Lui qui prétendait être le meilleur rempart vis-à-vis du RN, a décidé de dissoudre l'assemblée, alors que le RN était en position de force, électoralement. Et quand ce dernier obtient 33 % des voix au premier tour, Macron passe son temps à fustiger les « extrêmes », en ciblant quasi exclusivement le Nouveau Front Populaire (NFP).

La décision de dissolution a éclipsé tout le reste, notamment la sévère défaite du camp macroniste aux européennes. Ce faisant, Macron a coupé court à toute critique de sa gestion des élections européennes dans lesquelles il s'est grossièrement immiscé. Sciemment ou non, par orgueil ou par calcul, à partir du 9 juin, il a provoqué une situation dangereuse qui va avoir des conséquences importantes à court et moyen terme. La « clarification » qu'il a prétendue provoquer va se solder, quel que soit le résultat du deuxième tour des législatives, par une forte présence de députés RN à l'Assemblée. Ils vont disposer de nouveaux pouvoirs et de moyens, notamment financiers, pour développer leur politique réactionnaire et sécuritaire, leurs positions fascisantes et racistes, notamment contre les immigrés et les étrangers. Déjà, la « parole raciste » se libère, les propos xénophobes et les provocations se multiplient dans l'espace public, sur les réseaux sociaux, dans les médias.

Les analyses sur les raisons de cette décision que le journal *Le Monde*, longtemps favorable à la politique de Macron, qualifie d'irresponsable et de dangereuse pour la démocratie et l'ordre républicain, se multiplient. A cela s'ajoutent des articles et des prises de positions qui apportent surtout des éclairages sur le programme de l'extrême droite dans tous les domaines : en économie, son libéralisme fortement teinté de nationalisme ; sa vision ultra réactionnaire dans les questions sociétales, sa volonté de mettre au pas la culture, les médias publics ; sa conception discriminatoire de l'enseignement, etc. Les tribunes, les prises de position collectives se multiplient, signe d'une prise de conscience de la dangerosité de ce parti et d'une

volonté de résister, d'agir et de lutter collectivement. Dans le mouvement syndical, un travail d'explication commence, visant à démontrer la nature anti-ouvrière de ce parti, mais il doit veiller à convaincre, sur la base des intérêts des travailleurs et de la lutte pour les défendre.

Mais il faut arriver à dépasser la responsabilité et les motivations de Macron en replaçant la situation politique actuelle dans une analyse plus générale de ce que nous appelons la fascisation, cette fascisation qui est la réponse politique de l'oligarchie française à la crise de son système d'exploitation et de domination. Car s'il n'y a pas de « retour en arrière » possible, si cette page ne va pas simplement se tourner, il faut déjà travailler à développer la résistance à la politique anti-ouvrière et antipopulaire que Macron, avec l'Assemblée nationale qui sortira des urnes et le Sénat toujours encore dominé par la droite, vont mener.

En effet, le NFP n'est pas en mesure de gagner une majorité absolue susceptible de défendre les positions contenues dans le programme de gouvernement élaboré par ses différentes composantes. Son existence aura déjà permis de présenter des candidats unitaires pour le premier tour des législatives. Ce n'était pas gagné d'avance, vu les divergences qui s'étaient exprimées entre ses composantes qui se présentaient en « solo » aux européennes. C'est en grande partie la pression de leurs militants, de leur base, qui a obligé les responsables à présenter des candidats unitaires aux législatives. Nous avons tout de suite appelé à voter pour ces candidats, pour faire baisser le plus possible le nombre de députés RN alliés aux LR de Ciotti.

Plusieurs articles de ce journal abordent différents aspects de la situation politique issue de ces élections. Pour commencer, nous reproduisons de larges extraits de l'analyse que nous avons faites après le premier tour des législatives.

1) Les résultats du premier tour des élections législatives confirment et amplifient **le rejet des milieux populaires de Macron, du macronisme et de la politique qu'il a menée**. Avec un peu plus de six millions de voix, Ensemble arrive en troisième position (13,02 % des votants), alors qu'il était le groupe majoritaire (majorité relative) dans l'assemblée sortante (250 députés).

Le macronisme, tel qu'il a été pratiqué, appartient au passé et les principaux leaders de ce mouvement ont pris leurs distances vis-à-vis de Macron, qu'ils rendent responsables d'avoir sabordé leur parti en précipitant la dissolution de l'Assemblée nationale.

2) **La participation électorale** a augmenté. Elle s'explique par plusieurs facteurs, notamment du fait de la perception des enjeux mêmes de ces élections. C'est ce qui explique que des secteurs qui avaient déserté le camp macronien ont revoté pour Ensemble. Mais cet apport ne compense pas la désaffection électorale qui n'a pas cessé de se manifester à plusieurs élections. La participation électorale a également été très forte dans les quartiers populaires. Mais l'abstention reste à un niveau élevé : 33,29 % des électeurs inscrits. Cela relativise tous les scores, car 1/3 des électeurs inscrits ne votent plus.

3) **Le Rassemblement national** allié à Ciotti obtient 10,6 millions de voix, le niveau le plus élevé de son histoire. Ciotti « apporte » un million de voix. Cette alliance, dans laquelle Ciotti fait figure de supplétif, gagne encore des voix par rapport aux élections européennes, où il était déjà arrivé en tête.

Son implantation électorale est nationale, avec des points forts et une extension partout. Il s'implante dans toutes les couches de la population, avec trois tendances « nouvelles » : il étend son influence dans les couches supérieures de la société (cadres), il fait des scores importants chez les retraités et s'implante dans les régions rurales.

Si le racisme, la xénophobie, la surenchère sur l'insécurité... sont les axes fondamentaux de ce parti, il arrive à capitaliser une partie de la colère contre Macron, contre l'abandon des couches populaires, qui se manifeste entre autres par les « déserts » de toutes sortes, conséquences de la dégradation et de la disparition des services publics ; par l'appauvrissement, la paupérisation, qui se sont accélérées ces dernières années, notamment depuis la crise du covid et la hausse brutale et importante des prix, notamment du carburant et de l'énergie... La démagogie sociale du RN – qui a prétendu revenir sur la réforme des retraites – son travail au sein de la paysannerie (des plus gros jusqu'aux « paysans moyens ») et son soutien à « la ruralité », ont contribué à son implantation électorale dans les zones rurales.

Le RN a joué sur le discrédit des partis politiques intégrés dans les institutions, pour installer des idées simples, comme celle qui consiste à dire « ça ne pourra pas être pire », « on ne l'a jamais essayé »... Sans oublier le travail de plusieurs années de confusion, de gommage des frontières politiques et idéologiques... qui a accompagné la politique d'affaiblissement des moyens d'organisation et de lutte – notamment les syndicats.

4) **Le Nouveau Front Populaire** arrive en deuxième position, avec 8,9 millions de voix. Il réalise des scores très importants dans les grandes villes et de façon générale dans les quartiers populaires. Mais sa progression électorale – mesurée en nombre de voix obtenues – stagne (plus 900 000 voix par rapport aux européennes, mais 2,1 millions de moins qu'à l'élection présidentielle de 2022).

Il a été la cible d'une intense campagne de dénigrement qui visait à le faire éclater, en stigmatisant les positions de la FI. Macron en a fait sa cible principale avant le premier tour et la campagne haineuse et mensongère sur l'antisémitisme de la FI a eu des effets sur une partie de l'électorat social-démocrate.

Il est clair que le vote pour le NFP et ses candidats est apparu comme le seul vote possible et nécessaire pour des millions d'électeurs, dont une grande partie des militants, qu'ils soient politiques, syndicalistes, associatifs... pour le mouvement féministe, pour les anti racistes... jeunes et moins jeunes.

Plus de 30 députés sortants, élus dans des circonscriptions populaires, qui sont montés au créneau sur plusieurs fronts de mobilisations, et qui ont une notoriété médiatique, ont été réélus dès le premier tour.

Le vote pour les candidats du NFP était à l'évidence la seule position progressiste juste et efficace. Assurer l'élection de candidats du NFP au deuxième tour est aujourd'hui la priorité.

5) **Les LR**, divisés entre les Ciotti et ceux qui mettent en avant le « ni RN, ni Front populaire », sont parmi les perdants de ces élections (2 millions de voix). Les LR « historiques » ont refusé de s'allier au parti de Macron, pour ne pas « couler » avec lui. L'affaiblissement des LR est une donnée qui s'impose aux dirigeants qui se projettent dans « l'avenir », échafaudant des projets de regroupements, sur des bases de la droite dure. ★

Dissolution de l'AN**Un coup de poker à haut risque pour Macron et son gouvernement**

Le 7 juin au soir, alors que les résultats de l'élection européenne venaient de tomber et donnaient un RN à 31,4 % des votants contre 14,6 % à la majorité présidentielle, les médias annonçaient la prise de parole du président Macron.

A la stupéfaction générale, celui-ci annonçait sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser, dans les trois semaines, de nouvelles élections législatives.

Le premier ministre lui-même, informé le soir même de la décision du président, n'en revenait pas ! C'est dire si le secret avait été bien gardé. « Coup de théâtre », « coup de poker », « coup d'éclat »,... ont commenté les journalistes politiques... Coup politique, c'est certain, que les inconditionnels de la Macronie ont de suite qualifié de courageux et de disruptif !

Le choix de dissoudre l'AN était une possibilité de plus en plus discutée au vu de cette chambre à la majorité introuvable. Les observateurs politiques pensaient que cette option, à la main du président, pouvait bien devenir réalité à l'automne ; d'autant que les LR avaient fait savoir qu'ils avaient l'intention de voter une motion de censure lors de la discussion sur le budget, prenant

ainsi le risque de faire tomber le gouvernement.

Si le choix d'une dissolution de l'AN n'était donc pas en lui-même une surprise, ce qui l'a été c'est sa préparation dans le plus grand secret par un quatuor de conseillers, et surtout, le choix du moment de cette dissolution.

A quelques jours des congés d'été, de la tenue des JO, avec une campagne électorale éclair de trois semaines, ce choix du moment relève effectivement du coup politique.

Prendre tout le monde de court pour garder l'initiative et ne pas subir, voilà le calcul de Macron qui veut toujours se présenter comme le « maître des horloges ». Il a sans doute pensé que la situation politique lui était favorable : une gauche divisée après une campagne des européennes où les différentes formations n'ont cessé de s'invectiver, les résultats électoraux des LR montrant leur perte d'influence. Il pourrait donc nous rejouer le scénario connu d'un choix électoral : « moi ou le chaos ». Mais cette stratégie, déjà utilisée à plusieurs reprises depuis 2022, est aujourd'hui usée jusqu'à la corde et si elle a pu « fonctionner » lors des présidentielles, la situation est tout autre, quand il s'agit de législatives,

d'autant que son propre parti sort laminé des européennes.

Macron, un rempart contre l'extrême droite ?

Croit-il que nous ayons oublié son interview à *Valeurs actuelles*, ses flirts avec les journalistes de CNews, sa reprise des qualificatifs de « décivilisation » ou « d'ensauvagement », vocabulaire d'un Zemmour, ou encore le vote de la loi immigration dans laquelle il a introduit la notion de préférence nationale chère au RN ? Mais c'est l'ensemble de sa politique de choc contre le monde du travail, politique tout entière au service des monopoles, qui a créé un terreau fertile au développement du RN, notamment sa morgue et son mépris pour les petites gens qui ont cristallisé la colère contre lui. C'est sa pratique du pouvoir de plus en plus solitaire et anti-démocratique qui n'a fait qu'alimenter sa détestation. Faut-il rappeler la colère des gilets jaunes, et surtout sa réforme des retraites de 2023, réforme contestée par des millions de travailleurs, de femmes, de jeunes... qu'il a fait adopter à coup de 49,3 !?

L'entourage de Macron, ses ministres, les députés en campagne reprennent la rhétorique présidentielle : « *Il ne faut jamais avoir peur du peuple français* », l'« *audace* », le « *dépassement* » et « *la prise de risque, [ont] toujours été au cœur de notre ADN politique* ». « *Notre volonté, c'est d'aller chercher une majorité pour pouvoir agir fort au service des Français.* »

Ils vont effectivement devoir aller la chercher cette majorité, mais elle risque bien de leur échapper encore une fois !

Dès l'annonce, et le moment de sidération passé, les Ecologistes, le PS, le PCF et la FI ont conclu un accord électoral sur un programme, des candidatures uniques et un label : le Nouveau front populaire, pour lequel vont voter celles et ceux qui veulent réellement faire obstacle à l'élection de députés RN. De son côté, le RN a rallié Ciotti (LR) et Marion Maréchal (Reconquête) et leurs entourages.

Macron retrouve donc en face de lui deux blocs : celui du Nouveau front populaire et celui du RN et de ses alliés. Pourra-t-il fédérer comme il le souhaite des LR, des centristes et des sociaux-démocrates, qu'il qualifie d'« arc républicain » ? Rien n'est moins sûr, tant la Macronie est sur le déclin. ★

Recomposition à droite

Comme l'a révélé le journal *Le Monde*, Macron aurait confié à un grand patron familial de l'Elysée qui s'inquiétait des effets de la dissolution qu'il avait annoncée la veille : « *Je leur ai balancé ma grenade dégoupillée dans les jambes. Maintenant, on va voir comment ils s'en sortent* ».

Nous ne nous attarderons pas sur ce que met en lumière cette déclaration – en off – sur la façon dont ce président dirige notre pays. Nous nous contenterons de souligner que cet aparté est bien éloigné des belles phrases de son allocution télévisée où il prétendait vouloir, par cette dissolution, « *redonner la parole au peuple* » !

Mais effectivement, sa grenade a eu des effets explosifs... et tout particulièrement dans le camp des droites. Dès le lendemain, Eric Ciotti, président des LR, annonçait, au micro de TFI, son ralliement au RN.

Monsieur Ciotti, dont les positions politiques de ces dernières années n'étaient séparées de celles du RN que de l'épaisseur d'un papier de cigarette a, cette fois, franchi le pas. Devant le recul de la droite LR aux dernières élections européennes, il tient à assurer sa réélection dans son fief des Alpes-Maritimes ; il a dû certainement négocier son ralliement contre un poste de ministre dans le

futur gouvernement Bardella, en cas de majorité absolue du RN à l'AN.

Le rôle de Bolloré

Selon l'enquête du *Monde*, l'annonce a été préparée avec Vincent Bolloré qu'il a rencontré au matin du lundi 10 juin. Ce n'est pas la première fois que Ciotti se rend au siège de sa holding familiale, « la Compagnie de l'Odet », dans le 16^e arrondissement ; il le fréquente aussi en voisin quand Bolloré séjourne dans sa propriété de Saint-Tropez. Le milliardaire, qui s'est construit un empire médiatique, aspire depuis longtemps à une alliance droite / extrême droite. Soutien de Zemmour et de ses thèses sur le grand remplacement, il lui a ouvert grand les micros de ses chaînes de radio et les caméras de ses chaînes de télévision. Mais ce catholique, comme son complice Philippe de Villiers, fervent défenseur de l'Occident chrétien, doit se faire une raison : les résultats décevants du parti zemmourien aux dernières élections l'obligent à s'adapter. Le départ de Reconquête de Marion Maréchal et son retour au bercail de la famille Le Pen n'est sûrement pas pour lui déplaire. L'opération Ciotti a donc plus que son aval, ses encouragements. Le magnat des médias n'hésite donc pas à mettre ses

réseaux à son service pour trouver des candidats aux 62 circonscriptions que lui concède son nouvel allié RN.

Le Non des LR

Mais les ténors de la droite que Ciotti espérait rallier, du moins une partie, ne suivent pas ! Les caciques du mouvement disent tous « non » à ce ralliement.

Si l'on a déjà connu des luttes fratricides dans la famille des droites, cette dernière va donner le spectacle d'un mauvais vaudeville avec portes qui claquent, ou qu'on verrouille, huissier, déménagement et autre scène où les chefs LR non pas de mots assez forts pour dénoncer la perfidie de leur président Ciotti. Le feuilleton judiciaire est toujours en cours pour tenter de destituer ce président félon.

Car eux, les LR, les Wauquiez, Bertrand, Péresse, Copé et consorts ne veulent pas se fondre dans le RN ! Et d'invoquer, chacun à leur tour, le général De Gaulle pour justifier leur position. Ils veulent continuer à défendre un « ni-ni » : ni RN, ni Macron, faisant le calcul que la macronie étant sur le déclin, les élections présidentielles de 2027 leur donneront l'opportunité de revenir en grâce, le RN ayant d'ici là fait la preuve de son incapacité. ★

Vincent Bolloré est un milliardaire, dont l'empire familial, la Compagnie de l'Odet, fait partie du CAC 40, c'est à dire des 40 plus grosses sociétés cotées sur ce marché.

Si cette dynastie familiale bretonne s'est constituée à la fin du 19^e siècle dans l'industrie papetière, elle s'est depuis développée en diversifiant ses investissements et ses rachats. Longtemps connu pour sa présence en Afrique de l'Ouest dans la logistique portuaire et le transport, le groupe Bolloré va, au début des années 2000, se construire un empire médiatique avec notamment le rachat du groupe Vivendi.

Le groupe médias de Bolloré est aujourd'hui propriétaire de Canal+ et possède les chaînes du groupe : C8, CNews, CStar ; les radios Europe 1 et RFM, ou encore *Télé Loisirs*, *Geo*, *Gala*, *Voici*, *Femme actuelle*, *Capital*, *Paris Match* et *Le Journal du dimanche* (JDD) ; le Groupe Havas, géant mondial de la communication. En janvier 2022, il investit dans Progressif Media. Il s'est séparé d'Editis pour racheter le groupe Hachette (3^e groupe mondial) et Fayard ainsi que les magasins Relay, diffuseur de la presse en gare et aéroport.

Du FN au RN

Des "évolutions" qui n'effacent pas les fondamentaux

À la Libération (1945), les différents groupes et partis fascistes qui s'étaient vautrés dans la collaboration vichyste avec l'Allemagne nazie, ont été décimés. Pendant une trentaine d'années, l'extrême droite est restée éparpillée en une multitude de groupuscules qui survivent masqués. La restructuration de la droite autour de De Gaulle, qui œuvre à la « réconciliation nationale » entre les fractions de la bourgeoisie – celles qui étaient dans la Résistance et celles qui s'étaient engagées dans la collaboration –, leur laisse peu d'espace. Mais la grande croisade anticommuniste conduite par l'impérialisme américain leur ouvre une fenêtre pour développer leur idéologie anticommuniste et nationaliste, arc-boutée sur les « valeurs de l'Occident ». La défense de l'empire colonial français menacé par les luttes de libération nationale des peuples qui veulent s'en affranchir leur donnera un nouvel espace. Le « Front national pour l'unité française » (FN) est créé en 1972 avec l'ambition de rassembler dans un grand parti politique les différents courants de la droite nationaliste. Son logo (la flamme bleu-blanc-rouge) copie celui du Movimento Sociale Italiano (MSI) parti néo-fasciste italien fondé en 1946 par des proches de Mussolini. On y retrouve d'anciens activistes du GUD et d'Occident qui avaient formé en 1969 le groupe Ordre nouveau (en référence au Neuoordnung nazi) et qui ont joué un rôle décisif dans la fondation du FN ; d'anciens Waffen SS comme Pierre Bousquet (1^{er} trésorier du FN) ou Léon Gaultier qui ont servi dans la division SS Charlemagne ; d'anciens collaborateurs de l'Allemagne nazie comme Roland Gaucher ; le négationniste François Dupras ; des anciens de l'OAS comme Roger Holeindre ...

Les « gènes » fascistes du FN-RN

Jean-Marie Le Pen, qui fut choisi comme président du FN et qui le

restera jusqu'au passage de flambeau à sa fille en 2011, s'inscrit dans cette lignée. Nostalgique de l'empire colonial français, il a combattu en Indochine et en Algérie où il reconnaît lui-même avoir pratiqué la torture pour « démanteler les réseaux terroristes du FLN » (Journal Combat des 9 et 10 novembre 1962). Mais il se distingue de ceux qui sont essentiellement tournés vers le passé, de ceux qui, comme l'Ordre nouveau, disous en 1973, continuent à privilégier l'action violente ; il se distingue aussi des futurs scissionnistes du Parti des Forces Nouvelles (PFN, créé en 1974) qui se veulent laboratoire intellectuel de la « nouvelle droite » et tentent de se rapprocher de la droite giscardienne (dont ils assureront le service d'ordre) puis chiraquienne. Jean-Marie Le Pen a fait ses classes politiques comme député du mouvement poujadiste dont la base était composée d'éléments de la petite bourgeoisie commerçante, d'artisans, de petits paysans victimes de la concentration monopoliste ; il a tout de suite compris tout le parti à tirer de leur peur du déclassement qu'ils reliaient à la décadence de la France, de leur haine du fonctionnaire ...

Mais il faut attendre les années 80, après l'élection de Mitterrand, pour que le FN de Jean-Marie Le Pen finisse par s'imposer dans le paysage politique en se présentant comme un parti « de la droite nationale, populaire et sociale ». Ses premiers succès électoraux notables datent des municipales de 1983. Ils se confirmeront aux européennes de 1984, puis aux législatives de 1986 (35 députés) et aux présidentielles de 1988 (14 % des votants), tirant parti des calculs politiques de Mitterrand, qui a voulu s'en servir pour diviser la droite. Obsédé par le déclin de l'impérialisme français, il défend une idéologie ultralibérale sur le plan économique et politique, tout en développant une démagogie populiste visant à rallier les nombreux mécontents, déclassés et victimes de la crise, débousso-

lés, déçus par la gauche. Exploitant l'angoisse du chômage et la peur du lendemain, il se présente comme un candidat différent, qui se démarque des élites de la « classe politique ». Ses solutions pour résoudre la crise et ses conséquences sont avancées à coup de slogans simplificateurs du genre « 1 million de chômeurs, c'est un million d'étrangers de trop ! La France et les Français d'abord ! » Son installation dans les institutions de la V^e République (dont il avait approuvé l'orientation présidentielle en appelant à voter OUI au référendum de 1958, malgré son aversion pour De Gaulle) n'empêche pas l'expression du vieux fond fasciste du Chef et de ses lieutenants coutumiers des sorties négationnistes, racistes et antisémites.

La « mutation » Marine Le Pen

Marine Le Pen, qui prend les rênes du parti en 2011, confirme la volonté d'inscrire le FN dans le paysage politique et les institutions de la V^e République. Il ne s'agit plus de faire le coup de force pour s'emparer du pouvoir dans une vague nostalgie des années 30, mais de gagner les élections. Pour cela, il faut « dédramatiser » le FN. Quand la contestation du néolibéralisme s'étend dans les milieux populaires, le FN abandonne la vulgate ultralibérale de son fondateur et sa présidente assure que si elle était à la tête de l'Etat, elle n'en respecterait pas les obligations. Quand l'oligarchie et les milieux financiers s'inquiètent de ses positions sur l'Europe et l'Euro, Marine Le Pen abandonne l'idée d'une sortie de l'UE et de la zone euro. Quand l'héritage de Jean-Marie Le Pen devient trop gênant, le Front national change de nom et devient, en 2018, Rassemblement national. Dans le cadre de cette dédramatisation, Marine Le Pen n'hésite pas, en juillet 2020, à rendre hommage aux Juifs déportés lors de la rafle du Vél'd'Hiv en

1942 et à condamner le « fléau » de l'antisémitisme.

Cette mutation n'a pas effacé les fondamentaux hérités du Front national : immigration et sécurité restent son cœur de doctrine. Il s'agit toujours de fermer les soi-disant « pompes aspirantes », en abolissant le droit du sol, en supprimant l'Aide médicale d'Etat et en excluant les migrants des prestations sociales au nom de la « préférence nationale ». L'amalgame entre étrangers et délinquants se poursuit. L'antisémitisme affiché, qui n'est plus de mise, a été remplacé, avec les mêmes ressorts, par une islamophobie qui assimile musulman et terroriste. L'arabe a remplacé le juif et les dirigeants sionistes d'Israël qui conduisent le génocide en cours à Gaza, sont devenus les nouveaux héros de la guerre contre le terrorisme islamique.

Les inflexions dans le programme et le langage pour rendre présentable le RN et en faire un parti de gouvernement masquent la continuité bien réelle entre les néofascistes qui ont fondé le FN et le RN actuel. Sa direction soigne son image et contrôle ses discours, mais ce parti qui a dû trouver en quelques semaines des centaines de candidats, n'a pu cacher qu'il avait toujours dans ses rangs des militants beaucoup moins présentables : racistes assumés, activistes condamnés en justice pour violences, fachos qui se font photographier avec une casquette nazie ou qui s'en prennent aux gens du voyage en estimant que « Hitler n'en a peut-être pas tué assez. » ... L'extrême droite, qui reste l'extrême droite bien qu'elle récuse cette qualification, a évolué. Le contexte a changé, les services que l'oligarchie peut attendre d'elle ne sont plus les mêmes... Mais elle reste un dangereux ennemi de la classe ouvrière dans le cadre de la crise du système capitaliste et d'un processus global de fascisation. ★

L'explosion de la Macronie

Pour sa première élection à la présidence, mis en orbite en moins de 6 mois par l'oligarchie, Macron s'est doté d'un mouvement politique avec des élus venus de la droite et du PS. Son objectif affiché : casser les LR et le PS et passer outre les corps « intermédiaires », notamment les syndicats, avec l'objectif d'enlever aux travailleurs les moyens de se défendre. (Développement de la « loi travail » de Hollande / El-Khomri

complété par les « ordonnances Macron » de 2017).

La contestation sociale s'est vite étendue avec, notamment : le mouvement inédit des Gilets jaunes en 2018 ; les premières mobilisations contre la retraite à points ; puis, après la pandémie, le mouvement de 2023, « 2 ans de plus, c'est non », qui a coûté sa place à E. Borne.

La Macronie a toutefois tenu, tant bien que mal, sa soi-disant « aile

gauche », qui a collaboré à toutes les contre-réformes.

La première vraie turbulence interne est arrivée avec la loi Darmanin que le RN a saluée comme sa propre « victoire idéologique ». Le « ni gauche, ni droite » affiché jusque-là a alors définitivement laissé la place au « à droite toutes ». Même si finalement un seul l'a effectivement fait, plusieurs ministres issus du PS avaient mis leur démission dans la balance.

Le coup de grâce est arrivé avec les élections européennes et la dissolution de l'Assemblée nationale. Une fraction de la Droite s'est précipitée dans l'alliance ouverte avec le RN. Le reste du parti LR, moribond, a refusé son appui à Macron. L'amertume est grande chez les ministres et les élus qui lui étaient redevables de leur carrière politique, mais qui ne veulent pas couler avec lui. ★

Réflexions sur le NFP et sur le combat pour la rupture révolutionnaire avec le système

Notre position, pour les deux tours des législatives, est claire ; nous avons appelé à voter pour les candidats unitaires présentés par le NFP, pour que le RN ait le moins d'élus possible. Cette consigne électorale avait valeur de consigne générale, quel que soit le candidat présenté comme candidat du NFR, même quand il s'est agi d'un Hollande. Pour la clarté de notre consigne, nous n'avons pas voulu introduire d'autre critère que celui énoncé plus haut.

de mettre en avant leurs positions, de se démarquer des autres listes de gauche, de se compter ; c'est le cas notamment de LO qui a présenté plusieurs centaines de candidats. Leurs résultats ont été très limités, sans commune mesure avec l'énergie déployée par leurs militants. Nous pensons que leur position, qui ne prenait pas en compte le contexte et les enjeux de ces élections, n'est pas défendable.

Toujours en cohérence avec notre consigne, nous n'avons pas voulu

mais il se construit dans les combats, dans l'organisation, dans la clarté des objectifs et des moyens de lutte, qui ne se réduisent évidemment pas aux élections.

Bricoler un programme en quelques jours, écarter toutes les questions, mêmes les plus importantes, pour arriver à un accord et proclamer que l'unité de la gauche est réalisée pour imposer des ruptures de fond, ne fait, au mieux, que créer des illusions.

Surtout dans un contexte de crise profonde de l'impérialisme français, d'aggravation des contradictions entre puissances impérialistes et d'attaques redoublées du Capital contre la classe ouvrière, les masses populaires, les jeunes...

Dans un contexte aussi où la lutte de classe a pris une ampleur inégale, notamment au moment du puissant mouvement contre la réforme des retraites et où les batailles, dures et difficiles, se poursuivent pour arracher des augmentations de salaires, pour défendre les services publics... et que grandit l'opposition à la militarisation de la société, contre le renforcement de l'Etat policier et la criminalisation de la contestation sociale.

Dans un contexte où la fuite en avant dans l'électronucléaire mobilise d'énormes moyens humains, financiers et technologiques, sur des dizaines d'années, suscite de plus en plus de critiques et de mobilisations, et où les questions environnementales passent à la trappe, malgré la mobilisation de paysans, de plus en plus de jeunes...

Dans un contexte aussi de mobilisation massive de soutien au peuple palestinien, menacé de génocide, et où la domination et la répression

coloniales frappent le peuple kanak qui continue à lutter pour son indépendance.

Autrement dit, un contexte qui pose la question de la rupture, pas seulement avec Macron et sa politique, qui a permis la montée de la réaction et de l'extrême droite, mais avec le système capitaliste impérialiste.

C'est pourquoi, nous pensons que la priorité reste de travailler à la rupture révolutionnaire avec ce système capitaliste impérialiste qui produit le chômage, la pauvreté, la réaction et la guerre. ★

Sur la guerre

Le positionnement vis-à-vis de la guerre en Ukraine est une question fondamentale qui nécessite de la clarté et qui débouche sur des engagements concrets. C'est une des raisons pour laquelle nous ne souscrivons pas au programme du Nouveau Front Populaire, qui dit en substance : il faut livrer les armes nécessaires à l'Ukraine. Au nom de l'unité entre les forces du NFP, ce sont les thèses bellicistes, pro-Otan, du PS et des dirigeants du parti écologiste qui se sont imposées (1). On nous dira que ce n'est qu'un petit bout d'un programme plus vaste, qui reprend beaucoup de revendications progressistes. Mais cette orientation formulée en quelques mots s'inscrit dans le contexte actuel de la guerre entre puissances et blocs impérialistes qui se prolonge, de

l'envoi de nouvelles armes françaises et de la volonté affichée de Macron d'envoyer des soldats et des formateurs, et de la réaffirmation de l'engagement de l'Otan et de l'UE dans cette guerre... Cela revient à faire accepter la guerre bien réelle qui se mène, à préparer les esprits à y participer.

1- Extrait du programme : « *Défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen* Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine, et qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale : défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires (c'est nous qui soutenons), l'annulation de sa dette extérieure, la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et œuvrer au retour de la paix ».

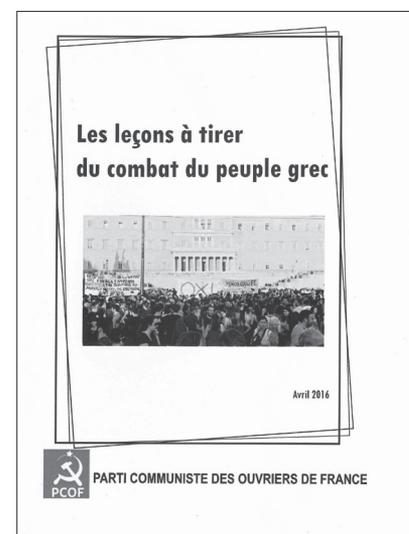
Ce sont les quatre partis - LFI, Verts, PS et PCF - qui ont négocié la répartition des circonscriptions et les désignations des candidats uniques, laissant la possibilité à chacun de proposer un candidat non-membre de ces partis. C'est ainsi que LFI a proposé un candidat du NPA qui a fait campagne avec le label NFP, dans la circonscription de Carcassonne. C'est aussi de cette manière qu'a été « réglée » la question des députés LFI sortants, qui n'ont pas été présentés par la direction de LFI. Ils et elles se sont présentés avec l'aval d'un autre parti de la coalition et se sont aussi réclamés du NFP. La plupart de ces « dissidents » ont fait des scores importants, devançant même les candidats « officiels » du NFP. Ce phénomène est resté marginal mais il écorne forcément l'image d'unité affichée par les différentes composantes du NFP.

Nous n'avons pas voulu disperser les voix, en votant ou en appelant à voter pour des listes et des candidats qui ont considéré que la priorité était

nous prononcer ni sur le programme du NFP, ni sur la « démarche » que certains mettent en avant, qui parle d'une « nouvelle dynamique » de construction d'un front réunissant forces politiques, associations, syndicats...

Cela ne signifie pas que nous nous désintéressons de ces questions, mais nous pensons que ce n'est pas dans le cadre de ces élections législatives qu'elles pouvaient être posées, encore moins tranchées.

De nombreuses expériences, même récentes - celle de Syriza, en Grèce, celle du Front de Gauche, en France - montrent que sans un puissant mouvement ouvrier et populaire, des travailleurs et de la jeunesse, dans les rues, les villes et les campagnes et dans les entreprises - les coalitions essentiellement électorales ne tiennent pas devant les assauts du Capital national et international, des monopoles et de l'oligarchie. Ce « rapport de force » auquel se réfèrent toutes les forces, y compris les plus réformistes, certes ne se décrète pas,



Sur l'antisémitisme

La campagne haineuse contre la FI, sur le thème de son soi-disant « antisémitisme » a traversé le NFP. Une des composantes, incarnée par Glücksmann, en a fait son cheval de bataille, menaçant même de faire exploser le NFP. Le programme du NFP en porte la trace, dans la mesure où son positionnement sur le soutien au peuple palestinien est très général et qu'il évite toute condamnation explicite du sionisme. Mais ce sont surtout les déclarations constantes, en particulier de la droite et de la majorité présidentielle sur l'antisémitisme « d'une partie de la gauche » qui ont créé un climat malsain qui perdure.

Les 2 brochures sont disponibles et peuvent être commandées :

- à partir de notre site : <http://www.pcof.net/contact/>
- ou à notre adresse postale :
Sté En Avant 15 cité Popincourt
75011 Paris

• **Les leçons à tirer du combat du peuple grec**, Avril 2016. Prix : 5 € (port compris)

• **Pour une rupture révolutionnaire avec le système**, Avril 2020. Prix : 12 € (port compris)

« Fascisme » et « fascisation »

Lutte contre la fascisation et combat pour la rupture avec le système

Dans le rapport présenté au VII^e congrès de l'Internationale Communiste, le 2 août 1935, G. Dimitrov insiste sur « le caractère de classe du fascisme » que l'IC a défini comme « la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier » :

« L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie – la démocratie bourgeoise par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée. Méconnaître cette distinction serait une faute grave, qui empêcherait le prolétariat révolutionnaire de mobiliser les couches laborieuses les plus étendues de la ville et de la campagne pour la lutte contre la menace de la prise du pouvoir par les fascistes, et d'utiliser les contradictions existant dans le camp de la bourgeoisie elle-même. Mais c'est une faute non moins grave et non moins dangereuse de sous-estimer l'importance que revêtent, pour l'instauration de la dictature fasciste, les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, qui s'aggravent aujourd'hui dans les pays de démocratie bourgeoise, et qui écrasent les libertés démocratiques des travailleurs, falsifient et rognent les droits du Parlement, accentuent la répression contre le mouvement révolutionnaire. »

Dans la confusion actuelle, alors que des parallèles sont fréquemment faits entre la période actuelle et les années 1930, il nous semble utile de repartir de ces définitions du « fascisme » et de la « fascisation ».

Pour analyser ces phénomènes, nous nous appuyons sur l'analyse marxiste-léniniste de l'impérialisme, stade pourrissant du capitalisme qui se caractérise par « la réaction dans tous les domaines », l'agressivité renforcée du Capital contre le Travail, la répression du mouvement ouvrier et populaire et l'agressivité de la politique internationale des puissances impérialistes contre les peuples.

Comme nous l'avons souligné à notre dernier congrès (mai 2024), il y a donc bien, « une course de vitesse entre l'oligarchie, ses forces politiques, ses instruments de domination, toujours plus répressifs, plus agressifs, et les travailleurs et les peuples qui résistent et qui se

battent pour refuser de payer la crise d'un système qui ne profite qu'à une petite minorité ».

Une des questions fondamentale est de savoir où nous en sommes dans cette course de vitesse. A la veille d'un coup de force qui remplacerait « une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie – la démocratie bourgeoise par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée » ? Ou dans un processus de montée de la réaction dans le cadre des institutions bourgeoises ? C'est toute la différence entre « fascisme » et « fascisation ». La réponse à cette question est fondamentale : c'est soit le « front républicain » contre l'imminence d'un coup de force fasciste, en utilisant « les contradictions existant dans le camp de la bourgeoisie elle-même », soit la lutte acharnée contre toutes les manifestations de la fascisation du système et donc contre les forces qui en sont les promotrices.

L'accélération de la fascisation

Nous avons rappelé à notre Congrès que « la fascisation à une base économique, le renforcement du diktat des monopoles les plus puissants et les plus agressifs dans le cadre de l'aggravation de la crise de l'impérialisme français, qui s'inscrit elle-même dans la crise du système capitaliste impérialiste. Le renforcement de la domination de ces monopoles s'accompagne de la surexploitation de la classe ouvrière et des masses travailleuses, d'une paupérisation des masses populaires et d'une intensification du pillage impérialiste ». Cette base économique à une traduction au niveau de la superstructure de la société (de l'Etat, des institutions, des partis...) : « C'est pourquoi, nous ne limitons pas la fascisation à la question de l'extrême droite sous sa forme "parlementaire" ou sous forme des groupes d'extrême droite. Ils sont un instrument aux mains de l'oligarchie pour diviser la classe ouvrière et les masses populaires [...], pour essayer de dévier la colère qui s'accumule vers des terrains réactionnaires. Mais nous ne perdons pas de vue que c'est l'Etat qui est l'acteur principal de la fascisation. »

L'état de la démocratie bourgeoise parlementaire en est un révélateur : « Macron n'a pas engagé de grande réforme de la Constitution, mais il a

agi sur deux autres plans. Le premier, c'est l'entreprise de liquidation des partis politiques traditionnels et des références à la gauche et à la droite. Le deuxième, c'est l'utilisation des procédures, permises par les institutions elles-mêmes, pour faire passer des lois profondément anti-ouvrières et antipopulaires, comme on l'a notamment vu avec la réforme du système de retraites. Il a contribué à la délégitimation des institutions et des mécanismes de représentation de la démocratie bourgeoise, et a renforcé, du même coup, le poids de l'exécutif, et plus précisément celui du président. »

Une autre manifestation de cette fascisation, ce sont les **remises en cause des libertés démocratiques** : « C'est dans ce domaine que l'évolution réactionnaire est la plus visible. Elle touche notamment deux domaines : la "sécurité intérieure", la criminalisation des étrangers, et la répression systématique des syndicalistes et des organisations syndicales. [1] La "guerre contre le terrorisme islamique" a servi de justification à toute une série de lois restreignant les libertés démocratiques [...]. Les organisations de défense de ces libertés sont à leur tour criminalisées, étouffées financièrement et juridiquement. La dernière loi "immigration" en est une illustration. A cela s'ajoutent les violences policières qui bénéficient d'une quasi-impunité, la xénophobie et le racisme qui s'expriment ouvertement, le traitement policier, militaire et judiciaire des émeutes de jeunes des quartiers populaires comme on l'a vu à l'été 2023 [...] ». Contrôle social, surveillance de masse, renforcement policier sont également des éléments marquants de cette fascisation, tout comme la concentration des médias dans les mains d'une poignée de monopoles qui, pour certains, n'hésitent pas à en faire des porte-voix de leurs idées réactionnaires.

Quand nous parlons de fascisation, il nous faut également évoquer un autre phénomène lié à la crise du système impérialiste et à la situation, dans ce cadre général, de l'impérialisme français : **la militarisation de la société**.

La volonté de sauver les profits des monopoles et de faire peser tout le poids de la crise sur les travailleurs et les peuples se traduit, du point de vue de l'oligarchie par une accélération de la fascisation. Comme nous l'avons indiqué lors de notre

congrès : « c'est la "réponse" de la bourgeoisie, de son Etat, des partis qui défendent les monopoles », qui veulent faire porter tout le poids de la crise sur le dos des travailleurs et des peuples, mater les résistances, casser les organisations de luttes. Il y a, de ce point de vue, d'inquiétantes avancées de la fascisation. Mais nous n'assimilons pas le processus (la fascisation) et son aboutissement (le fascisme).

Combattre l'extrême droite, sa démagogie et ses prétentions à accéder au gouvernement et à la présidence de la République ne peut pas se faire avec ceux qui lui ont ouvert la voie.

C'est en s'appuyant sur cette analyse de la fascisation que notre parti a défini sa position pour le deuxième tour des élections législatives. Comme nous l'avons indiqué, « la responsabilité du macronisme et de la droite dans ce processus et dans la montée de l'extrême droite, la politique qu'ils ont développée, les lois réactionnaires qu'ils ont imposées, la décision de dissolution de l'Assemblée qui a ouvert un boulevard au RN, l'hystérie de la campagne de Macron, de la droite LR contre les forces progressistes... les disqualifient pour se présenter comme des "remparts" au RN ». C'est pourquoi nous n'avons pas appelé à voter pour eux au deuxième tour dans le cas où le NFP n'est pas présent et que c'est un candidat de droite ou macroniste qui est face à un candidat RN.

« Pour nous, le combat contre le RN s'inscrit dans le combat contre la fascisation, contre l'Etat policier, contre l'Etat au service des monopoles, contre la politique de guerre », et donc, **« dans le combat pour une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste impérialiste »**. ★

1- Depuis les lois Auroux de 1982 jusqu'aux dernières réformes des retraites ou de l'assurance chômage, les politiques patronales et gouvernementales s'emploient à détricoter les acquis du mouvement ouvrier et à renforcer l'exploitation de la force de travail. Dans cette longue liste figurent en bonne place la loi Travail (El Khomri) de 2016 et les « ordonnances Macron » de 2017 dont des aspects importants sont la volonté de canaliser le « dialogue social » et la remise en cause des moyens collectifs de défense des travailleurs. C'est aussi un aspect de la fascisation. Voir à ce propos notre revue Rupture n°3 : Résistances ouvrières et populaires à la politique patronale et gouvernementale (1983-2023).

Contre l'extrême droite, il fallait voter "Nouveau front populaire"

Dès l'annonce de la dissolution de l'Assemblée, le 10 juin, la direction de la CGT, dans un communiqué de presse, appelait : « Face à l'extrême droite, front populaire ! » Cet appel, lancé par la première organisation syndicale en termes de forces, a aidé à faire renaître l'alliance électorale nouée par les partis de la gauche parlementaire dans l'entre-deux tours des législatives de 2022 sous le sigle de la NUPES.

Comme le dit la déclaration de la CGT du 10 juin : « Pour empêcher la catastrophe organisée par E. Macron et M. Le Pen d'advenir, l'unité de la gauche est indispensable. » Et la CGT avec la CFDT, l'UNSA, la FSU et Solidaires d'appeler à une grande manifestation le 15 juin. Manifestation suivie massivement par l'ensemble des forces syndicales progressistes et en particulier par la jeunesse.

Face à cette « catastrophe » possible d'une majorité de l'extrême droite à l'Assemblée nationale, les forces de la gauche réformatrice n'avaient effectivement pas d'autre alternative, sur le plan électoral, que de procéder à cette alliance. Cette dernière a permis de contenir la poussée du Rassemblement national.

Hormis FO, la CFTC et la CGC, toutes les organisations syndicales de salariés ont, peu ou prou, appelé à voter pour les candidats du « Nouveau front populaire », comme l'ensemble du mouvement associatif progressiste, les organisations de femmes... Un peu partout se sont tenus des rassemblements contre l'extrême droite organisés, entre autres, par des Unions départementales, des Unions locales, notamment de la CGT et de Solidaires... avec, partout, une forte participation de la jeunesse.

Au lendemain du 10 juin, une fois les circonscriptions partagées entre les différents partis, le « Nouveau front populaire » s'est attaqué au programme. Le texte élaboré, avec en sous-titre « contrat de législature », comprend notamment « 20 actes de rupture pour répondre à l'urgence sociale ».

Et parmi ces 20 actes, six répondent concrètement à cette urgence : blocage des prix de première nécessité, abrogation de la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage, augmentation du Smic, revalorisation des APL, création de places d'accueil d'urgence et augmentation du Pass'Sport.

Dans ces actes de rupture, des

mesures d'intention comme l'organisation d'une conférence sur l'hôpital public, ou celle de « redonner » à l'école publique son objectif d'émancipation, ou bien encore celle de faire les « premiers pas pour la gratuité intégrale à l'école »... Est aussi annoncé « l'abandon du processus de réforme constitutionnelle visant le dégel du corps électoral » en Kanaky. Ce « contrat de législature » reprend effectivement des mesures pour lesquelles le mouvement syndical n'a cessé de se battre. Mais l'expérience récente, mais aussi historique, montre que pour gagner un tel programme, il faut beaucoup plus qu'une alliance électoraliste repeinte y compris aux couleurs mythiques du Front populaire.

Cette alliance électorale, en réduisant le plus possible le nombre de députés RN à l'AN, cherche d'abord et avant tout à convaincre le Capital d'infléchir sa politique anti-ouvrière et antipopulaire.

Le mouvement syndical a l'expérience de l'impasse que représente une telle ligne. Les plus anciens se souviennent de 1981 et de « l'union de la gauche » au gouvernement avec des ministres PCF. Plus près de nous, il y a l'expérience de Syriza,

en Grèce. Pour vaincre les forces du Capital et de la réaction, il faut plus qu'un beau programme : il faut les forces ouvrières et populaires à un niveau élevé de mobilisation et d'organisation pour les vaincre ou du moins leur imposer des reculs conséquents. Notre toute dernière expérience collective, celle de notre forte opposition à la réforme des retraites, à notre NON aux « 64 ans », a montré que rompre avec le « macronisme » passe d'abord par le développement de la lutte de classe.

En appelant à voter pour les candidats du « Nouveau front populaire », le mouvement syndical, et à plus forte raison celui qui se réclame « de classe » a eu pleinement raison, mais il reste qu'après le 7 juillet, il va falloir poursuivre l'organisation de la résistance aux attaques qui, à coup sûr, vont se poursuivre.

Il va falloir le faire y compris avec des camarades de travail qui ont pu voter RN. Cela passe par un travail patient et argumenté pour démontrer la démagogie sociale du RN et surtout les entraîner dans les batailles de classe à venir pour la défense des intérêts des travailleurs, de leurs intérêts, c'est-à-dire ceux de la classe ouvrière. ★

Blois

Les travailleurs ne veulent pas mourir avec Poulain !

En 1848, Auguste Poulain crée sa marque et sa chocolaterie à Blois. A partir de 1862, il fait construire sa première usine sur le site de La Villette en plein cœur de Blois et le château familial au centre du domaine. L'entreprise employait plusieurs centaines de salariés dans des conditions de travail très dures à l'origine d'accidents du travail graves et mortels (fortes chaleurs, bruit, brûlures, chutes dans les cuves etc.) liées aux différentes étapes de la fabrication du chocolat : torréfaction, concassage, broyage, conchage, tempérage jusqu'à l'emballage.

La chocolaterie surplombait Blois et incarnait un pseudo-capitalisme familial et local « à échelle humaine ». En 1992, l'usine Poulain déménage en périphérie de la ville pour s'installer à proximité de l'autoroute A10.

Après plusieurs fusions et rachats, Poulain passe sous le contrôle de Cadbury en 1988. En 2010, la multinationale Kraft rachète Cadbury. L'usine passe sous le contrôle du groupe Mondelez en 2012 et supprime des centaines d'emplois au gré des cessions successives.

Enfin, en 2017, le fonds d'investissement Eurazeo annonce le rachat des marques Mondelez (Poulain,

Carambar, Kréma...) via la création de sa filiale Carambar & Co. Eurazeo récupère les licences des Pastilles Vichy, des Rochers Suchard, de Malabar, et hérite de cinq sites de production en France dont Blois.

Eurazeo est une société d'investissement qui gère plus de 33,5 milliards d'euros d'actifs et investit dans plus de 600 entreprises dans différents secteurs. J.-C. Decaux est l'actionnaire principal et président du conseil de surveillance où siègent les familles représentant l'oligarchie financière (David-Weil, Solages, Guyot).

Le 7 juin, la direction de Carambar & Co annonce aux délégués syndicaux la fermeture du site de Blois et le licenciement de 109 salariés avant la fin de l'année et convoque un CSE (Comité Social et Economique) pour le 13 juin.

L'objectif d'Eurazeo est de fermer le site, délocaliser les productions sur un autre site du groupe et sous-traiter la fabrication du chocolat liquide face à la hausse des prix de la fève de cacao dans le but de préserver son taux de profit et de préparer la vente de Carambar à court terme.

Le 13 juin, à l'appel de l'UD CGT 41 pour dire « Non aux Licenciements ! », plus d'une vingtaine de syndicats

CGT (Thalès, Borgwarner, Thiolat, Duncha, Centre hospitalier, ADMR, Educ'action, Finances publiques, etc.), les quatre Unions locales du département et plus de 300 personnes dont d'anciens salariés de Téalémit manifestent leur solidarité avec les travailleurs de Poulain et mettent sous pression la direction. Forts de la mobilisation et face à l'insuffisance d'informations, les élus refusent de poursuivre la consultation et de négocier un PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi).

La mobilisation des travailleuses et des travailleurs se poursuivra le 15 juin par une manifestation de plus de 500 personnes dans les rues de Blois jusqu'au site historique de Poulain. La pression locale pour le maintien du site se focalise sur la marque et le « patrimoine chocolat Poulain ».

Lors du dernier CSE du 25 juin, les élus et leurs organisations syndicales ont refusé le projet de fermeture du site, demandent l'allongement de la procédure de consultation du CSE pour engager de fait la négociation sur la recherche d'un repreneur en échange de la cession de la marque et des machines. La direction s'engage également dans cette voie.

Les salariés sont dans l'expectative,

tirillés entre l'injonction paternaliste de maintenir le chocolat Poulain familial et emblématique à Blois et la volonté de se battre pour leurs intérêts de classe face à la direction. Eurazeo est propriétaire des moyens de production, il n'a rien à faire de la tradition Poulain et des salariés. Demain, le repreneur appliquera les mêmes critères pour toujours plus de rentabilité capitaliste. L'histoire des cessions et rachats de Poulain et les batailles menées dans le département par les salariés de Téalémit et d'Honeywell en sont la démonstration.

La course du CSE après un repreneur se soldera à court ou moyen terme par un échec, l'enjeu pour les organisations syndicales est de se concentrer sur la défense des intérêts des travailleurs et le temps est compté. Le syndicat CGT de Poulain est minoritaire au sein de l'établissement mais travaille à mobiliser les salariés en mettant déjà en place une caisse de solidarité en vue de la lutte à venir et à faire payer Eurazeo pour les vies et les familles sacrifiées.

C'est toujours

« Non aux Licenciements ! ». ★

Correspondance

Ce que fut le Front populaire des années 30

Le coup de force des ligues fascistes du 6 février 1934

Il intervient dans un contexte de grave crise économique. La chute de la production industrielle, les faillites des petites entreprises, l'inflation ont conduit à une explosion du chômage et de la misère. La crise touche également la paysannerie laborieuse. C'est un terrain propice pour le développement des organisations fascistes enhardies par les succès du national-socialisme en Allemagne. Les ligues d'extrême droite exploitent les scandales politiques comme l'affaire Stavisky et spéculent sur le discrédit des institutions de la démocratie bourgeoise et des partis qui la gèrent. Certaines, comme les « Croix de Feu », affichent une démagogie anticapitaliste trompeuse. Tout en constituant des groupes armés bien entraînés qui s'attaquent aux organisations ouvrières, à leurs militants et à leur presse, elles développent des activités sociales (soupes populaires pour les chômeurs...) et culturelles pour tenter de gagner de l'influence dans la classe ouvrière. Le 6 février 1934, ces ligues d'extrême droite organisent, avec des associations d'anciens combattants, une manifestation devant l'Assemblée nationale qui tourne à l'émeute : 14 morts et des blessés par centaines.

Les premiers pas vers l'unité ouvrière et populaire

Le 9 février 1934, alors qu'un gouvernement « d'union nationale » se met en place avec le Parti radical et la droite, le PCF et la CGTU organisent une manifestation place de la République à Paris. Elle est violemment réprimée et 6 militants communistes sont tués. Le PCF et la CGTU mobilisent également pour les manifestations du 12 février appelées par le Parti socialiste et la CGT. Les aspirations à l'unité sont fortes et les dirigeants socialistes sont obligés d'en tenir compte.

Parallèlement, le PCF continue à travailler au développement du mouvement revendicatif dont le prolétariat industriel est l'élément moteur : de nombreuses grèves sont déclenchées pour des augmentations de salaire. Les militants et les municipalités communistes favorisent l'organisation de comités de chômeurs qui débouchent sur l'organisation de grandes marches contre la faim.

Le PCF développe également un travail de front dans le cadre du Comité Amsterdam-Pleyel présidé par Henri Barbusse. Ce mouvement, à dimen-

sion internationale, réunit de nombreux intellectuels contre le fascisme et la guerre.

Le front unique de lutte antifasciste

Du 23 au 26 juin 1934, le PCF tient à Ivry une conférence nationale consacrée à l'organisation de ce front. Il en fait une priorité, en s'appuyant sur le développement du mouvement de masse qui stimule le courant de front unique à la base autour de luttes et de revendications concrètes. Cette ligne porte ses fruits et contraint le Parti socialiste à accepter la signature, le 27 juillet 1934, d'un « Pacte d'unité d'action » pour mobiliser contre les organisations fascistes, défendre les libertés démocratiques et obtenir l'abrogation des « décrets-lois » antisociaux. Le travail en direction de la paysannerie laborieuse esquissé depuis 1933 s'amplifie. Le 25 octobre 1934, *l'Humanité* titre : « Face au front de la réaction et du fascisme, le Front populaire de la Liberté, du Travail et de la Paix » !

Le programme du Front populaire et la réunification syndicale

En juillet 1935, un nouveau gouvernement est formé, présidé par le futur collaborateur vichyste Pierre Laval. Le programme du Front populaire, auquel le Parti radical se ralliera en janvier 1936, est élaboré dans le cadre du Comité d'organisation du Rassemblement populaire, qui ne regroupe encore que le Parti socialiste et le Parti communiste. Il est construit autour de ces trois grands axes : pain, paix et liberté.

En mars 1936, se tient à Toulouse le congrès de réunification syndicale entre la CGTU et la CGT. L'aspiration des travailleurs à l'unité permet de passer outre les réticences des dirigeants réformistes de la CGT. Les communistes qui dirigent la CGTU font des concessions pour rendre possible cette réunification, mais imposent la reconnaissance de « l'opposition absolue qui existe entre les intérêts des salariés que le syndicalisme a pour mission de défendre et les intérêts du capitalisme qu'il combat ».

Les élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936 et le mouvement de grève de mai-juin 1936

149 députés sont élus pour le Parti socialiste, 72 pour le Parti commu-

niste et 109 pour le Parti radical. Le Front populaire dispose donc d'une très large majorité. Cette victoire électorale est le produit des luttes ouvrières antérieures qui se sont développées jusqu'à l'entre-deux-tour, notamment autour du 1^{er} mai 1936.

Les travailleurs n'attendent pas de manière passive la mise en œuvre du programme du Front populaire. Des mouvements importants se déclenchent dans les usines d'aviation et dans l'industrie automobile. Dans les jours qui suivent, ils gagnent toutes les professions dans tout le pays : 12 000 entreprises et plus de deux millions de travailleurs sont en grève. La direction de la lutte est assurée par des comités de grève. Les usines, mais aussi les magasins et les bureaux, sont occupés nuits et jours. Affolé, le patronat demande à Léon Blum – qui a constitué son gouvernement le 4 juin – l'organisation d'une rencontre tripartite gouvernement-patronat-CGT.

Les accords Matignon

Les négociations s'ouvrent le 7 juin à 15 heures. 60 000 personnes sont dans les rues environnantes où est organisé un meeting du Front populaire. Les « accords de Matignon » sont signés le 8 juin 1936 à une heure du matin : reconnaissance des libertés syndicales, conventions collectives, délégués d'atelier ; réajustement immédiat des salaires (de 15 % pour les salaires les plus bas jusqu'à 7 % pour les salaires les plus élevés)... La délégation patronale doit s'engager à ce qu'il n'y ait aucune sanction pour fait de grève. La délégation confédérale ouvrière refuse d'accéder à sa demande de levée immédiate des occupations. La poursuite des luttes permettra souvent d'arracher des augmentations de salaires encore plus importantes (augmentation moyenne supérieure à 30 %, dépassant parfois les 40 à 50 % pour les femmes et les jeunes). Dans la foulée, les 11 et 12 juin, le Parlement vote la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, les congés payés et le texte sur les conventions collectives.

La revanche de l'oligarchie et de la réaction

Ces conquêtes sociales et démocratiques importantes sont le résultat de la mobilisation et de l'unité. Mais elles restaient fragiles. Refusant de s'attaquer aux grandes fortunes, le gouvernement Blum a continué à faire peser le poids de la crise sur

les masses travailleuses en imposant, notamment, une dévaluation du franc. La « pause » dans les réformes qu'il annonce en 1937, ne calme pas le patronat et la réaction. Les bandes factieuses continuent à se reconstituer et à s'armer. Le gouvernement s'incline devant Hitler et Mussolini en refusant d'apporter son aide à l'Espagne républicaine au nom d'un principe de « non-intervention ». Cette politique qui lui fait perdre le soutien de la classe ouvrière et des masses populaires aboutit, en juin 1937, à la chute du gouvernement Blum remplacé par le radical Camille Chautemps, puis par Daladier à partir d'avril 1938. Les décrets-lois Daladier-Raynaud de 1938 abolissent de fait la semaine de 40 heures. Ils rétablissent les salaires aux pièces et au rendement, là où les conventions collectives les avaient abolis. Une nouvelle dévaluation et de nouveaux impôts pèsent sur la classe ouvrière et les couches populaires. Tandis que la menace nazi-fasciste se précise, la bourgeoisie française et les « démocraties » occidentales s'inclinent devant Hitler : plutôt Hitler que le Front populaire ! En septembre 1938, Daladier signe les accords de Munich qui encouragent l'invasion nazie de la Tchécoslovaquie. En septembre 1939, son gouvernement ordonnera la dissolution de la section française de l'Internationale communiste (PCF) et de toutes les organisations et associations qui s'y rattachent.

Le Front populaire, dont la colonne vertébrale a été le front ouvrier, ne s'est pas construit par des négociations au sommet. Il s'est imposé aux forces réformistes parce que les communistes de l'époque, en lien avec l'Internationale communiste, ont travaillé sans relâche à l'expression et à l'organisation des masses ouvrières et populaires pour « le pain, la liberté et la paix ». Face à la contre-offensive du patronat et de la réaction, la mise en œuvre de son programme n'a pas pu être réalisée. Les institutions bourgeoises dans lesquelles s'est inscrit le gouvernement de Front populaire ne l'ont pas permis. Dès 1934, le Parti communiste a essayé d'impulser des « comités de front populaire » conçus comme des sortes de « soviets » ; mais il n'a pas réussi à les imposer. Grâce aux grèves et aux occupations d'usines, des conquêtes sociales majeures ont été arrachées, mais la démonstration a encore une fois été faite qu'elles ne peuvent pas être pérennes dans le cadre du système capitaliste-impérialiste et de sa machine d'Etat. ★

Que reste-t-il du programme écologique de l'UE ?

Mardi 29 mai, une dizaine de sociétés savantes et de réseaux d'organismes européens de recherche, regroupant plusieurs milliers de scientifiques, ont adressé une lettre ouverte aux responsables politiques européens.

Dans ce courrier, ils dénoncent les abandons ou les reculs de l'UE sur les questions environnementales qui « menacent notre avenir commun ». Pour ces scientifiques, la plupart des justifications apportées à ces décisions sont « basées sur de la désinformation », et sont « fortement influencées par les intérêts particuliers de groupes économiques et d'entreprises qui s'expriment par le biais de méthodes violentes ou non démocratiques ».

Revenons à décembre 2019 quand Ursula van der Leyen présente devant le parlement européen le Pacte vert qui fixe comme objectif aux pays de l'UE d'atteindre la neutralité carbone en 2050 et de réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Ce plan, doté de milliards d'euros, devait booster l'économie européenne en l'orientant vers des grands projets écologiques et des investissements dans la recherche de solutions technologiques.

Mais, moins de deux ans plus tard, en septembre 2022, Thierry Breton, commissaire au marché intérieur et

à l'industrie, plaide pour une pause dans la mise en œuvre des mesures contenues dans le plan. Macron prend le relais et, en mai 2023, réclame, lui aussi, une pause sur la réglementation en matière de normes environnementales. Il veut « préserver les entreprises concurrencées par des pays moins disant sur le plan écologique ». Il est suivi par le premier ministre belge qui ne demande pas autre chose.

En septembre 2023, c'est Olaf Scholtz qui met un veto à la révision de la réglementation REACH (1) qui lèse le fleuron de l'industrie chimique allemande.

En octobre 2023, le conservateur néerlandais, nouveau commissaire au climat issu du PPE, et le populiste slovaque, commissaire européen chargé de superviser le Pacte vert, réclament en chœur de mettre un pied sur le frein.

Liste, non exhaustive, des mesures remises en cause

Abandon du règlement sur l'usage durable des pesticides, abaissement des standards environnementaux de la politique agricole commune (PAC), abandon du projet de réglementation sur les systèmes alimentaires durables, projet de revoir à la baisse

les exigences de la directive nitrates, entraves à la mise en place de la loi sur la restauration de la nature.

Ré-autorisation du glyphosate pour une décennie ; interruption des discussions sur la préservation des forêts anciennes ; appels à abroger la réglementation sur la déforestation ou à abaisser le niveau de protection des grands carnivores.

Comment expliquer ces revirements ?

A partir de 2022, plusieurs événements politiques importants vont intervenir qui contrarient le plan écologie de l'UE. A commencer par la guerre en Ukraine qui va peser sur l'approvisionnement énergétique de l'UE très dépendante du gaz russe avec des conséquences sur le prix de l'énergie. Elle a comme conséquence directe une inflation qui impacte en premier lieu le budget des ménages mais aussi les entreprises. La concurrence fait rage entre les différents pays industrialisés et l'UE est chahutée. Un diplomate européen confie : « La compétitivité est devenue la principale préoccupation des dirigeants. Si nous avions discuté du Green deal aujourd'hui, il n'y aurait pas de Green deal » !

La levée des droits de douanes sur

les produits agricoles ukrainiens va déclencher des réactions dans le monde agricole et la colère monte contre le prix du gasoil, les normes, les mesures qui limitent l'utilisation de certains produits phytosanitaires, les accords de libre-échange... Elle va donner lieu, les premiers mois de 2024, à des mobilisations importantes en France, mais aussi en Allemagne, en Espagne, en Belgique, et dans d'autres pays de l'Union. Dans ces mobilisations, il apparaît que l'extrême droite est très présente, avec des mots d'ordre anti-UE. Les élections européennes approchent et les dirigeants européens ne peuvent que constater la montée dans les différents pays des partis populistes et d'extrême droite qui ont capitalisé sur ces colères.

Cela va servir de prétexte à l'exécutif européen pour décider d'un arrêt des mesures du Pacte vert ; car c'est d'abord la défense des intérêts des monopoles européens les plus puissants, et notamment ceux de la chimie et de l'agrobusiness qui déterminent la politique de la Commission européenne. ★

1- La révision de la réglementation REACH devait permettre d'interdire ou de restreindre massivement l'usage d'une multitude de produits chimiques dangereux présents dans de nombreux produits de consommation courante.

Sur le front du nucléaire

EPR de Flamanville

Avec plus de 12 ans de retard et en multipliant son coût par 4, l'EPR a reçu début mai l'autorisation de l'ASN pour charger le combustible, l'uranium, dans ses réacteurs et commencer les premiers essais.

Le réseau Sortir du nucléaire nous informe sur son site que les incidents se multiplient au démarrage de la centrale.

« L'autorisation accordée par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) le 7 mai 2024 a permis à EDF de charger la cuve du réacteur de combustible. Mais la réaction nucléaire n'est pas encore lancée. Il faut d'abord tester tous les équipements et valider de nombreux essais. (...) De nombreux incidents sont survenus lors de ces opérations. Trois des 4 groupes électrogènes mal configurés n'auraient pas pu fonctionner, des connexions entre les circuits mal gérées et des alarmes ignorées, des équipements cassés qui impactent le dispositif de contrôle de la réaction nucléaire... Début juin, en raison du nombre d'incidents et de leur nature – qui démontrent un profond manque de préparation de l'installation et des équipes d'EDF – les opérations de démarrage ont été suspendues. Le

temps d'analyser les raisons de tous ces problèmes, d'y remédier et de sécuriser les activités ».

Si les opérations de démarrage ont repris courant juin, les problèmes aussi ! Il s'avère que le réacteur n'est toujours pas prêt et que les équipes ne savent pas le piloter !

Centrale de Tricastin

Toujours à partir des informations du réseau, on apprend qu'un travailleur qui intervenait dans une zone du réacteur a reçu une dose importante de radioactivité. Une particule radioactive s'est retrouvée dans sa chaussette. EDF n'a déclaré l'accident à l'ASN qu'une semaine après ! La dose d'énergie qu'il a reçue par irradiation directe de sa peau a d'abord été sous-estimée par EDF. Il aura fallu une inspection de l'ASN pour que celle-ci soit réévaluée. Le travailleur a reçu lors de cette seule intervention plus que la dose maximale autorisée à l'année. Comme le précise l'article, le travailleur contaminé devra être suivi médicalement pendant plusieurs mois. Il ne pourra plus aller travailler en zone nucléaire, puisqu'il a dépassé la dose définie par les autorités. Il lui est désormais

interdit de recevoir des rayonnements ionisants.

Et toujours la question des déchets

Nous avons à plusieurs reprises parlé dans ce journal du site d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure (dans la Marne), connu sous le nom de CIGEO. Le site a été conçu pour recevoir les déchets les plus radioactifs de moyenne et très longue durée de vie en les stockant à 500 m sous terre. Mais étant donné la relance généralisée du nucléaire avec le projet de 6, voire 14 nouveaux réacteurs (le RN en veut 20 !), la prolongation du parc nucléaire existant (56 réacteurs), de 10 années de plus, sans compter les petits réacteurs modulaires (SMR), les spécialistes de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) s'interrogent sur la capacité de CIGEO à gérer ces déchets supplémentaires. Dans cette hypothèse, l'IRSN insiste sur la nécessité de nouvelles études pour évaluer l'adaptabilité du site à ces futurs déchets.

Il faut poursuivre les mobilisations contre le lobby électronucléaire civil et militaire et l'Etat à son service. ★

Tous à Melle, au "Village de l'Eau"

En conclusion d'un texte qui reprend les raisons et l'importance de cette mobilisation, le collectif Bassines non merci appelle :



« Plus d'un an après la convergence à Sainte-Soline, se retrouver de nouveau massivement dans le Poitou cet été c'est, pour l'ensemble des forces sociales et écologistes, l'occasion de démontrer à ce gouvernement qu'il ne peut espérer arrêter un élan vital par la répression. Du 15 au 21 juillet, dans notre pluralité de présences paysannes, syndicales, habitant.es de tous âges des campagnes et des villes, nous réinventerons nos façons de manifester et de nous protéger. Nous retrouverons mille manières de marquer notre refus des projets de bassines. No Bassaran » ! Notre parti participera à ce village et appelle tous ses sympathisants et amis, conscients de l'enjeu, à l'y retrouver.

Toutes les infos sur :

<https://www.bassinesnonmerci.fr/>

A quoi servent les élections des députés au parlement européen ?

Avec des taux d'abstention de l'ordre de 50 %, ces élections montrent d'abord qu'elles ne sont pas perçues comme un réel enjeu démocratique pour les électeurs des 27 Etats membres de l'UE. Le mécanisme de ces élections et l'opacité du fonctionnement même des institutions européennes en sont les premières raisons. A la question de savoir qui décide réellement des orientations de l'UE, la réponse n'est pas le Parlement. Elle oscille entre le Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernements et la Commission européenne, dont l'actuelle présidente, U. von den Leyen, a voulu affirmer le pouvoir. De plus, ce sont les appartenances des élus à des groupes au niveau du parlement européen qui déterminent la répartition finale entre les forces politiques et les rapports de force au sein du parlement.

D'autre part, les partisans de cette construction européenne ont très peu de mesures positives pour les travailleurs, leur milieu populaires, les jeunes, à mettre en avant. L'« Europe sociale » est un slogan vide, la « solidarité européenne » n'a aucune consistance – comme on l'a vu au moment de l'épidémie de covid, l'« Europe de la paix » sonne faux et est de plus en plus remplacée par l'Europe de la militarisation, de la guerre... Quant à la « libre circulation » au sein de l'UE, elle existe avant tout pour organiser la concurrence entre travailleurs, pour un dumping social dont ils sortent toujours perdants et dont les seuls bénéficiaires sont les monopoles. La défense des « valeurs démocratiques », des droits des femmes... ne sont que des slogans creux, comme le sont les objectifs en matière d'environnement : aucune règle contraignante pour les monopoles pollueurs. D'ailleurs, c'est l'UE elle-même qui a institutionnalisé la puissance des lobbies, en tant que groupes de pression des monopoles dans tous les domaines.

Du coup, ce sont souvent les enjeux nationaux – ou perçus comme tels – qui ont été mis en avant par la plupart des partis qui participent à ces élections comme une occasion d'afficher leurs positions.

L'analyse politique des résultats de ces élections est donnée dans la déclaration des partis et organisations marxistes-léninistes d'Europe, membre de la CIPOML, que nous publions ci-dessus.

Une fois les résultats connus, les tractations ont porté sur la composition de la commission. Ce sont les trois pôles traditionnels – la droite, avec le PPE (189 sièges, + 7), les sociaux-démocrates du PSE (136 sièges, -18) et les « libéraux progressistes » (75 sièges, -35) qui se sont

répartis les postes. Les différents courants d'extrême droite, qui sont divisés en plusieurs groupes, n'ont pas participé à ces arrangements, qu'ils n'ont pas manqué de dénoncer. U. van den Leyen (PPE) garde la poste de présidente, le socialiste portugais A. Costa (PSE) devient président du conseil et la dirigeante estonienne issue du groupe libéral Renew où siègent notamment les macronistes, K. Kallas, occupera le poste de Haut représentant de l'UE (l'équivalent de ministre des Affaires étrangères et de la Défense). Ces trois leaders partagent la vision néolibérale en économie, le soutien à l'Ukraine et l'attachement à l'Otan.

Ils sont, comme le soulignent les analystes pro-UE, des « personnalités politiques expérimentées, gages de stabilité ». Ils et elles prendront soin d'accorder des postes de responsabilité à l'extrême droite : U van den Leyen l'avait laissé entendre à Meloni avant les élections. Elle avait négocié avec elle un accord avec Kais Saïed pour que la Tunisie empêche la traversée de la Méditerranée par des migrants.

Sur le papier, tout cela semble « coler » pour poursuivre le processus de la construction de l'UE. Mais il sera impacté par les profondes divisions entre les Etats de l'UE,

notamment entre les plus grandes puissances impérialistes et les autres Etats ; par la déstabilisation politique à l'intérieur d'un nombre croissant de pays, et par l'affaiblissement du « couple franco-allemand » en tant que moteur de cette construction. L'UE devient un « homme malade » du système capitaliste impérialiste mondial, lui-même en crise et traversé par les contradictions inter impérialistes qui prennent un tour de plus en plus agressif. C'est à la rupture révolutionnaire avec tout ce système capitaliste impérialiste qu'il faut travailler, en solidarité avec les travailleurs et les peuples du monde. ★

Déclaration des partis et organisations d'Europe, membres de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes – CIPOML

Elections européennes : La crise du système est patente !

Les résultats des élections européennes ont mis en lumière la crise du système capitaliste bourgeois et ses contradictions internes. Dans de nombreux pays, l'abstention a été très élevée, parfois supérieure au nombre de voix obtenues par le parti le plus fort. En France, en Italie et au Danemark, le taux de participation représente un peu plus de la moitié des électeurs potentiels. En Allemagne, un tiers n'a pas participé aux élections. Cela en soi témoigne du manque de soutien et de confiance des travailleurs et des citoyens pour les monopoles européens, leurs gouvernements et leurs institutions. Le projet impérialiste européen pour plus de réaction, plus de militarisation et de guerre provoque de la frustration, de l'insécurité et de la protestation au sein de la population. Il s'agit en grande partie d'un vote de protestation contre les politiques néolibérales arrogantes et anti-ouvrières, les scandales et les attaques contre la classe ouvrière, les petits agriculteurs, les fonctionnaires, les droits des femmes et la jeunesse, que mènent les différents gouvernements européens.

Tendance dangereuse vers la droite

Cependant, dans de nombreux pays, le mécontentement croissant n'a pas conduit les travailleurs et certaines couches de la population à voter en faveur de la social-démocratie. Dans de nombreux pays, les votes en faveur de partis populistes de droite ainsi que les partis plus ou moins ouvertement fascistes ont

augmenté. Les partis ultra-réactionnaires et semi-fascistes sont habiles à exploiter les frustrations des masses vis-à-vis du système capitaliste en crise. C'est la spécialité du fascisme. Des électeurs ont principalement voulu protester contre le système et les gouvernements en place, et non pas voté en faveur d'un programme raciste et fasciste. Les vieux partis bourgeois et réformistes ont évolué vers des positions d'extrême droite. Les questions clés des partis populistes de droite, tels que la phobie des réfugiés, le nationalisme et la fascisation de la société, font désormais partie de l'establishment politique et de la politique générale de la plupart des partis parlementaires. Ces positions sont partie intégrante du jeu parlementaire, où elles font largement consensus et bénéficient de soutien d'une forte alliance de classe bourgeoise.

Dans les pays du nord de l'UE, ce sont les partis populistes de gauche qui ont recueilli le vote de mécontentement face à la politique belliciste néolibérale des gouvernements et de l'UE. Mais ni les partis de droite ni les partis de gauche n'apporteront de réels changements en faveur de la classe ouvrière et du peuple, car cela ne fait que modifier le rapport de force entre partis bourgeois.

La droite est l'alternative pour la classe dirigeante

Il est clair que dans le système capitaliste impérialiste bourgeois en crise profonde, il n'y a pas de place pour le réformisme social. Ce système est aux prises avec ses crises et n'a

plus aucun progrès à offrir à la classe ouvrière et à la grande majorité de la population.

Il réagit à ses crises en supprimant des emplois, en abaissant les salaires réels, en réduisant les prestations sociales et, de plus en plus, en s'armant et en se préparant à la guerre. Tout cela se fait aux dépens de la classe ouvrière et de l'immense majorité du peuple. Le « progrès » n'existe désormais que dans les mots. Il est clair que le Capital, avec ses crises et ses guerres, avec ses agents au sein de la classe ouvrière, non seulement ne veut pas que la classe ouvrière défende résolument ses propres intérêts, a fortiori adopte une politique révolutionnaire, mais qu'il essaie de l'empêcher par tous les moyens. C'est là que les pseudo-alternatives populistes et fascistes s'avèrent utiles. D'où la frénésie médiatique autour de la question de l'asile et la propagation des positions de droite. D'où les débats sans fin, pour diviser, sur les bénéficiaires « paresseux » des aides sociales, sur les jeunes « paresseux », sur les retraites coûteuses ou sur les revendications salariales « scandaleuses » des travailleurs, etc. Diviser pour mieux régner ! Les partis populistes et fascistes y contribuent avec leur agitation permanente contre les réfugiés. De telles positions ne nuisent pas au Capital au pouvoir, elles le servent.

Le président de la *Deutsche Börse* (la Bourse allemande), Theodor Weimer, a dévoilé le véritable rapport de force dans cette société. Il a cité des investisseurs américains : « *Peu nous importe quel vieil homme est président. En tant qu'entrepreneurs, nous dirigeons le pays.* » Que Biden ou Trump gouverne, c'est en ●●●

Suite de la p. 11

●●● fait le Capital qui gouverne. C'est la même chose en Europe. Qu'ils soient « progressistes » ou conservateurs, ce sont les libéraux qui sont au gouvernement, avec ou sans le soutien des partis populistes et fascistes : le Capital peut vivre avec les deux et imposer ses intérêts.

Dans de nombreux pays, la bourgeoisie utilise la peur de la classe ouvrière et des forces progressistes d'un virage à droite pour les amener derrière les positions bourgeoises. En France, le président Macron a dissous le Parlement et convoqué de nouvelles élections. Ce faisant, il veut instrumentaliser la peur de M. Le Pen et du RN, nier sa propre responsabilité, et continuer à imposer une politique réactionnaire néolibérale, inspirée à bien des égards par des positions d'extrême droite, contre le

mouvement ouvrier et populaire.

Quelles sont les conséquences ?

Les élections ne changent pas le système capitaliste impérialiste. En fin de compte, le Capital remporte presque toujours ses propres élections, montrant ainsi que l'UE est un projet du Capital. Mais les élections sont un indicateur important de l'état d'esprit politique. Les élections au Parlement européen ont montré la profondeur du mécontentement à l'égard de la politique néolibérale et de la guerre impérialiste. Mais d'un autre côté, dans certains pays, cela a conduit à un renforcement des forces de droite en raison de la faiblesse des forces progressistes et du mouvement communiste.

Notre réponse est de mettre en avant les véritables intérêts des travailleurs et du peuple :

Perte de salaires réels, coupes sociales massives, inflation, destruction d'emplois, misère de l'éducation, système de santé catastrophique, manque massif de logements abordables, transports publics locaux et nationaux désastreux.

La lutte inflexible pour défendre les intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière doit être au centre de notre travail – aussi concrètement que possible et avec les travailleurs. Dans ce travail, il devient clair pour de plus en plus de gens que le système capitaliste impérialiste n'est plus capable de progresser, qu'il n'offre aucune perspective – si ce n'est la crise, la pauvreté et la guerre. Cela montre également que nous

devons lutter pour chaque millimètre de changement positif pour la classe ouvrière, que nous devons renforcer nos partis et organisations marxistes-léninistes, afin d'avancer dans la lutte pour abolir ce système et le remplacer par la société socialiste. ★

Parti Communiste des Ouvriers du Danemark (APK) - Organisation pour la construction d'un parti communiste des ouvriers d'Allemagne (Arbeit Zukunft) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Plateforme Communiste pour le Parti Communiste du Proletariat d'Italie - Parti Communiste d'Espagne (Marxiste-Léniniste) - PCE (m-l) - Parti du Travail de Turquie (EMEP).

Italie

Dans le bilan des élections européennes publié dans leur journal Scintilla (n° 146, juin 2024), nos camarades italiens de la Plateforme communiste soulignent la défiance croissante à l'égard de l'UE. Ils mettent en avant deux aspects principaux : une abstention massive et un rétrécissement de la base électorale de Meloni.

Une abstention massive

« Malgré le couplage avec les élections municipales (3 700 communes) et régionales (Piémont), le taux de participation a été de 49,69 % [...] Les appels au vote des politiciens et des syndicalistes du régime ont été peu fructueux : 26,3 millions d'électeurs n'ont voté pour aucune des listes présentées (dont environ 1,65 million d'électeurs qui ont voté blanc ou nul). [...] »

La distance abyssale entre les institutions de la bourgeoisie et les masses populaires s'élargit, approfondissant la crise de légitimité et de représentativité politique de la classe dirigeante et de "l'europanisme". Ce discrédit de masse affecte à des degrés divers toutes les forces politiques qui aspirent à gérer les affaires du Capital dans le cadre d'institutions de plus en plus antidémocratiques.

L'abstentionnisme dans les milieux ouvriers et populaires s'explique par la gravité de la situation économique que connaissent ces grands secteurs, dans la perte continue de pouvoir d'achat des salaires et des retraites, dans les politiques d'austérité et néolibérales dictées par Bruxelles et appliquées par les gouvernements nationaux, dans les politiques agricoles de l'UE qui condamnent les petits paysans à la ruine, dans le manque de solidarité pendant l'ur-

gence Covid, dans les directives et décisions de l'UE sur les questions sociales et démocratiques, dans la politique de guerre promue par Bruxelles... »

Le rétrécissement des bases du gouvernement Meloni

Fratelli d'Italia (le parti de Meloni) tout comme ses alliés de la Lega (la Ligue de Salvini) et de Forza Italia (parti créé par Berlusconi) ont tous perdu des voix par rapport aux élections législatives de 2022, avec un transfert important de voix de la Ligue vers le parti de Meloni : « Meloni est à la tête d'un gouvernement minoritaire dans le pays, avec une base sociale limitée et instable. [...] La déception de couches de la population à qui la démagogie sociale de la droite promettait des salaires, des contributions, un soutien plus élevés, etc., a contribué à la perte de son audience électorale. »

Les oppositions parlementaires bourgeoises

Le Parti démocrate a légèrement augmenté son nombre de voix dans les « couches bourgeoises et petites-bourgeoises les plus imprégnées d'europanisme ».

« Le M5S (Mouvement 5 Etoiles), qui a sa base électorale surtout dans le sud, a payé le prix de la forte abstention dans ces régions et de l'euro-scepticisme de ses électeurs. Le faible niveau de ses candidats a fait le reste. Ce parti n'est plus en mesure d'agir comme un réceptacle du vote de protestation. »

L'AVS (Alliance des Verts et de la Gauche) a progressé, notamment du fait du vote des jeunes qui se sont mobilisés pour la libération de sa can-

didate Ilaria Salis qui avait été arrêtée et emprisonnée en Hongrie où elle était accusée d'avoir attaqué des militants néo-nazis et qui ont apprécié sa dénonciation du génocide sioniste.

La conclusion des camarades

« La montée de la réaction dans tous les domaines est l'une des caractéristiques du système capitaliste-impérialiste. Cette tendance qui s'accélère se manifeste à la fois dans la base économique – avec le renforcement de la position des monopoles les plus agressifs et belliqueux – et dans la superstructure, c'est-à-dire dans les institutions, les formations politiques et les idées qui se répandent. Cette montée de la réaction dans tous les secteurs, accompagnée de la montée des partis d'extrême droite, est une expression de la fascisation et affecte toutes les "démocraties" bourgeoises, y compris à l'intérieur de l'UE. »

Les camarades dont l'objectif est de « reconstituer le Parti communiste de la classe prolétarienne », en font un élément « d'une importance vitale » pour développer les politiques d'un front unique prolétarien et d'un front antifasciste et anti-impérialiste : « La tâche des communistes est de participer à toutes les mobilisations pour développer la conscience et la volonté de classe révolutionnaires, d'accroître la prise de conscience de la nécessité et de la possibilité de briser la chaîne impérialiste dans ses points faibles et de mettre fin à ce système qui écrase les vies humaines et détruit la planète. »

Danemark

Comme le soulignent les camarades du parti frère APK, « c'est la première fois de l'histoire des élections européennes

qu'il n'y avait plus de possibilité de voter pour un parti ou une liste ayant une politique anti-UE conséquente et étant pour la sortie de l'UE. C'est le résultat des compromissions de la "liste d'unité" qui a cédé aux pressions de l'élite au pouvoir et qui a liquidé le "mouvement populaire contre l'UE" ». Dans les Etats de l'Europe du Nord, un quart des voix est allé à un parti social-démocrate de gauche. Au Danemark, le parti social-démocrate, qui est à la tête d'une alliance de centre droit, a perdu beaucoup de voix. La colère et les frustrations vis-à-vis de la politique du parti social-démocrate n'a pas été capitalisée par la droite, encore trop divisée. Mais les idées d'extrême droite sur l'immigration ont pénétré l'establishment politique. Parmi les priorités, il y a la nécessité de lier le puissant mouvement de solidarité avec la Palestine aux luttes pour les droits sociaux et la lutte contre l'impérialisme et la guerre. « Nous continuerons à exiger la sortie de l'UE. En soi, cela ne fera pas que la société devienne plus juste : pour cela, il faut rompre avec le capitalisme. »

Allemagne

La « grande victoire » de la CDU, ce sont ses 30 % de voix : le SPD, avec 13,9 % fait son pire score. Les Verts ont perdu la moitié de leurs électeurs, die Linke de même. La division et l'extrême confusion de la gauche a laissé le champ libre à l'extrême droite (AFD) qui est la deuxième force politique dans ces élections européennes, juste derrière la CDU. Les camarades d'Allemagne soulignent la volonté du grand patronat de renforcer l'exploitation, notamment en abaissant les salaires, et de les diviser, et de réprimer les « radicaux » qui refusent la collaboration de classe. ★

Ukraine : il faut plus de "chair à canons" et plus d'obus

La situation politique en France, liée aux législatives, a tendance à éclipser les événements internationaux, y compris ceux dans lesquels l'impérialisme français est directement impliqué. Plus grave, la question de la guerre en Ukraine n'est abordée que sous le prisme de la dénonciation du RN accusé d'être un allié de Poutine, pour réduire au silence, une fois encore, toute position qui dénonce cette guerre sur des bases anti-impérialistes, progressistes, assimilant toute opposition à cette guerre aux positions ambiguës du RN. Ces dernières sont certes ambiguës et évolutives, mais surtout de plus en plus alignées sur les positions des puissances impérialistes alliées de l'impérialisme US, avec de subtils distinguos concernant l'envoi d'armes uniquement « défensives » et des engagements à « respecter les accords internationaux », notamment ceux qui lient l'impérialisme français à l'Otan. **M. Le Pen se rapproche des positions de G. Meloni, la dirigeante d'extrême droite italienne, présidente du conseil des ministres, qui assume ouvertement son atlantisme.**

L'impérialisme français est de plus en plus impliqué dans cette guerre

Le mois de juin a été marqué par des annonces de livraisons de Mirage 2000 à l'Ukraine – une nouvelle « ligne rouge » franchie – et d'entraînement de plusieurs pilotes ukrainiens sur une base aérienne française. De plus, Macron a tenu à faire des cérémonies autour de l'anniversaire du débarquement du 6 juin 1944, une opération de promotion internationale du soutien à la « résistance ukrainienne », présentée comme le fer de lance du combat pour la « liberté de l'Europe ». Il n'a pas manqué d'en faire un argument en vue des élections européennes qui se tenaient dans la foulée (du 6 au 9 juin), mais cela ne l'a visiblement pas servi, vu les résultats catastrophiques de sa liste. Biden, ravi de se retrouver dans le rôle de « sauveteur de l'Europe », a tenu à assurer Zelensky, invité d'honneur aux cérémonies, de la poursuite du soutien étasunien, après les six mois de blocage du Congrès. Mais il est clair que les dirigeants étasuniens comptent avant tout sur les « Européens » pour « consolider les lignes défensives ukrainiennes », en vue de placer les dirigeants ukrainiens en position de force, face à Poutine.

De fait, il est de moins en moins question de « victoire » sur la Russie, mais d'empêcher celle-ci de prendre le dessus militairement. Pour cela, il faut alimenter de façon continue l'Ukraine en munitions, lui permettre de « porter des coups » à la Russie, notamment derrière les lignes de front, en Russie même, avec les missiles à portée de plus en plus longue et des avions de chasse pour empêcher les avions russes de pénétrer en profondeur le territoire ukrainien. Pour cela, la question de l'enrôlement de jeunes devient une priorité pour les autorités ukrainiennes, qui font la chasse à ceux qui essaient de s'y soustraire. Cela crée des tensions dans la société, qui commencent à saper le soutien à la guerre dont la fin n'est pas à l'ordre du jour.

Le G7 en Italie

G. Meloni a reçu les dirigeants du G7 (1) pour trois jours de discussions. Le financement de l'Ukraine était un thème majeur de ce sommet. Les dirigeants se sont entendus pour prélever 50 milliards de \$, provenant des intérêts tirés des avoirs russes bloqués dans les banques occidentales, essentiellement européennes. Biden et ses plus proches alliés voulaient que cette somme soit rapidement versée à l'Ukraine, mais les dirigeants allemands et français veulent uti-

liser cette somme pour financer la « facilité européenne pour la paix » qui paie les livraisons européennes d'armes à l'Ukraine. Si la décision finale n'a pas été rendue publique, l'essentiel était d'afficher la volonté de poursuivre le soutien à Zelensky, qui en a profité pour signer un accord bilatéral avec le Japon. L'autre message est à destination de la Chine, accusée de soutenir l'industrie d'armement russe. Cette accusation, qui revient sans cesse, montre que les Etats impérialistes engagés aux côtés de l'impérialisme US sont obligés de reconnaître que leur politique de sanctions économiques et d'isolement diplomatique de la Russie n'a pas beaucoup d'effets et qu'ils ont des difficultés à s'entendre pour faire pression sur la Chine.

C'est dans ce contexte que s'est tenue une parodie de « sommet pour la paix en Ukraine », organisé par la Suisse. Ni la Russie, ni la Chine et aucun des autres Etats membres des BRICS n'y ont participé. De l'avis des nombreux participants, cette conférence est un échec. ★

1- Royaume-Uni, USA, France, Allemagne, Canada, Italie, Japon. Le pape a participé à ce sommet, ainsi que Zelensky, Lula, Erdogan et Modi, sans oublier l'UE représentée es qualité. Le G7, qui dit réunir les pays les plus industrialisés au monde, en écarte la Chine !

Un nouveau secrétaire à la tête de l'Otan

LOtan va avoir un nouveau secrétaire général, en remplacement du dirigeant norvégien, J. Stoltenberg qui l'a présidé pendant dix ans. Elu en 2014, Stoltenberg avait effectué deux mandats successifs de 4 ans, et en 2022, après l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, il a prolongé son mandat d'une année. En 2023, du fait notamment des difficultés pour les 31 membres de l'Otan de s'unifier sur le nom de son successeur, il a encore prolongé d'une année, jusqu'en juin 2024. Le 26 juin, les 32 représentants des Etats membres ont nommé à ce poste, M. Rutte, ancien premier ministre des Pays-Bas. Stoltenberg a été un artisan acharné du renforcement de l'Otan, y compris aux moments où Trump menaçait de s'en passer et où Macron lui faisait

écho en parlant d'une alliance en « mort cérébrale ». Il a continué à exiger l'augmentation des budgets militaires des Etats membres européens, à hauteur de 2 % du PIB. A partir de 2014, il pointait la menace de la Russie. En 2021, il a déclaré, avec le secrétaire d'état à la défense étasunien, que l'Otan laissait les « portes ouvertes » à l'adhésion des Etats qui en faisaient la demande, notamment à l'Ukraine, la Finlande et la Suède. En février 2022, suite à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, il a immédiatement battu le rappel pour mettre l'Otan en ordre de marche derrière l'impérialisme US. Il a accéléré les négociations pour l'adhésion de la Finlande (qui adhère en 2023), puis de la Suède (2024). Il conduit aussi les discussions au sommet de l'Otan, à Vilnius (juillet

2024), qui demandera à Zelensky d'attendre encore, avant une adhésion de l'Ukraine à l'Otan, en contrepartie d'accords bilatéraux de défense avec la plupart des Etats membres, une aide financière et militaire à la fois importante et continue. Durant toutes ces années de guerre, il a personnifié l'Otan au niveau européen et international, en associant gouvernements de droite, gouvernements sociaux-démocrates, ou de coalition dans l'entreprise de « réhabilitation » de l'Otan, aussi mensongère que dangereuse, en tant qu'alliance qui défendrait les Etats européens des agressions russes. Il a largement contribué à la militarisation de l'Europe, à faire en sorte que les gouvernements de l'UE s'y engagent, permettant aux dirigeants étasuniens de « tirer les ficelles »,

aux monopoles d'armements étasuniens de vendre des quantités d'armements, sans que l'impérialisme US n'intervienne directement, sur le terrain.

Son successeur, M. Rutte, est à la fois un libéral de choc (ami de Macron) et un grand connaisseur des rouages de l'UE. Moins féru de questions militaires que Stoltenberg, il est avant tout un « politique » et un atlantiste convaincu, soutien affiché de l'Ukraine ; il veillera à la coordination plus poussée entre la politique de défense de l'UE et celle de l'Otan. A son actif, alors qu'il était encore premier ministre des Pays-Bas, la mise en place du mécanisme de coopération entre plusieurs Etats de l'UE pour la livraison de F-16 à l'Ukraine. Il défendra une coopération plus poussée entre l'Otan et l'UE. ★

Des avions de chasse pour l'Ukraine

Après avoir fait de la surenchère sur l'envoi de soldats français et d'autres Etats de l'UE en Ukraine, Macron a annoncé la cession de Mirage 2000-5 à l'Ukraine, d'ici 5 à 6 mois. Ces avions assez anciens (les premiers ont été mis en service dans les années 60) sont encore beaucoup utilisés, notamment en Afrique

(Djibouti). Vendus notamment aux Emirats arabes unis, au Qatar, à la Grèce, ces avions spécialisés dans le combat avion contre avion, devraient être utilisés contre les avions russes qui tirent des missiles depuis l'espace aérien russe. Macron a également annoncé la formation de l'équivalent d'une brigade

de soldats ukrainiens (4500 hommes) en France.

La coopération militaire franco-belge se porte bien ! John Cockerill (belge) a repris le monopole Arquus, (détenu par Volvo), qui fabrique de nombreux véhicules blindés pour l'armée française. Les deux Etats entreront dans le capital de la société Cockerill. C'est

le signe d'une « coopération industrielle renforcée » dans le cadre de la politique européenne de défense. Quant à la maintenance du canon Caesar, fabriqué par le consortium franco-allemand KNDS, il est prévu qu'un centre soit créé en Ukraine même.. ★

Les sanctions des USA et de l'UE contre la Russie sont contournées

Dans la guerre inter impérialiste qui ravage l'Ukraine, l'armée russe semble en mesure de résister aux bombardements ukrainiens. Elle a repris quelques localités, à partir des zones qu'elles contrôlent, au prix de pertes qu'il est impossible de chiffrer. De la même façon que les chiffres des pertes des forces armées et des civils ukrainiens sont gardés secrets. Mais il est évident que l'Ukraine a des problèmes de recrutement. Pour preuve, les appels lancés pour enrôler des jeunes, qui refusent de plus en plus de servir de chair à canons et les recrutements qui se font dans les prisons ukrainiennes. Cette pratique a longtemps été traitée de barbare quand les autorités russes la pratiquaient. Maintenant que le groupe Wagner est passé sous le contrôle de l'armée russe, on en parle moins, mais elle continue. Même si d'importants moyens militaires de haute technologie sont utilisés – et pour certains, testés –, la question des hommes à aligner sur le champ de bataille reste centrale. Poutine s'est beau vanté d'avoir un « réservoir » immense, les cas de jeunes Russes qui tentent de se soustraire à l'enrôlement dans l'armée ne peuvent plus être passés sous silence, malgré la féroce répression policière. On mesure aussi le cynisme des alliés étasuniens et européens de Zelenski qui poussent à la guerre, en évitant d'engager ouvertement leurs troupes, sachant que l'opinion publique de leurs pays y est hostile. Ils envoient

déjà des conseillers, des formateurs, des unités spéciales et certainement beaucoup de mercenaires, mais de façon discrète, et n'apprécient pas que certains dirigeants, comme l'arrogant et sinistre Macron, se disent prêts à franchir le pas et à les inviter à en faire de même... Après ses « paris » politiques hasardeux et ses échecs électoraux, il devrait se faire moins donneur de leçons. L'impérialisme étasunien a privilégié dès les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine les sanctions économiques contre la Russie et il a tout fait pour que ses alliés européens s'y rallient. Si les économies de ces pays en subissent les conséquences, ce sont avant tout les travailleurs, les masses populaires qui en en payent le prix fort. Le cas de l'Allemagne est connu : l'arrêt de la livraison de l'énergie vendue pas cher par la Russie, lui a coûté, en termes économiques. Il a fallu que le pipeline Nordstream soit rendu inutilisable pour obliger les dirigeants allemands à réorienter les sources d'approvisionnement, en se tournant notamment vers les USA.

Le déclin de l'hégémonie occidentale

Les tentatives d'isolement économique, politique, diplomatique de la Russie au plan mondial ont échoué, car des très grandes puissances s'y refusent. Du refus de voter

les sanctions à l'Onu à des politiques de contournement, la Chine, l'Inde, la Turquie, la plupart des pays du Caucase, plusieurs grands pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, mais aussi des pays comme l'Arabie saoudite contournent ces sanctions. Par exemple, la monarchie réactionnaire d'Arabie saoudite a refusé d'augmenter la production de pétrole, demandée avec insistance par les dirigeants étasuniens, pour faire baisser le prix du pétrole sur le marché mondial, espérant que cela affecterait la Russie, grand producteur et grand vendeur. Ce faisant, la monarchie saoudienne sert avant tout ses propres intérêts, qui, dans ce cas, vont dans le sens de ceux de la Russie. Mais il y a d'autres dirigeants de grands pays qui sont des « partenaires économiques », comme la Chine et l'Inde, qui achètent par exemple du gaz russe dont ils revendent une partie, au prix fort, aux Etats européens et d'autres...

Récemment, les responsables de l'UE faisaient une série de constats dépités : « la baisse des exportations [de l'UE] de technologies de pointe et de biens à double usage [qui peuvent être utilisés dans des secteurs civils et militaires] vers Moscou a été presque entièrement compensée par une forte augmentation des exportations de ces mêmes marchandises vers des pays d'Asie centrale et de l'Ouest ». Qui les revendent en grande partie à ... la Russie. Et d'ajouter,

dépité : « l'économie russe résiste parce qu'elle est, en grande partie, toujours une économie de marché ». Autrement dit, les capitalistes russes sont inventifs et ont développé une activité de contournement « qui rapporte des milliards de dollars ».

Il y a aussi des Etats qui ont renforcé leurs liens avec la Russie, sur les plans économiques, politiques et militaires. C'est notamment le cas de la Corée du Nord, qui vient de conclure, le 19 juin, lors de la visite officielle de Poutine à Pyongyang, un « partenariat stratégique global » avec la Russie de Poutine, avec un engagement réciproque d'assistance en cas d'agression. Les détails concrets, notamment en termes d'armements, sont tenus secrets. Ce renforcement des liens a des répercussions immédiates sur les tensions avec la Corée du Sud, qui renforce sa coopération militaire avec les USA et leurs alliés régionaux.

Ces phénomènes montrent notamment que l'hégémonie mondiale des USA et de leurs alliés est affaiblie et que d'autres puissances impérialistes qui « montent », notamment la Chine, la contestent de plus en plus. L'impérialisme russe veut y avoir une place.

Les peuples n'ont aucun intérêt à se ranger derrière l'une ou l'autre de ces puissances impérialistes, car ce repartage des zones d'influence se fait avant tout sur leur dos, comme le subissent aujourd'hui les peuples ukrainien et russe. ★

Elections en Inde

L'ultranationalisme hindou en perte de vitesse

Les élections générales indiennes se sont déroulées du 19 avril au 1er juin 2024. Le premier ministre Narendra Modi qui se présentait à un troisième mandat a été élu le 4 juin, son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP), littéralement le « Parti du peuple indien », étant arrivé en tête. Mais contrairement aux précédentes législatives, il a dû s'allier à deux partis régionaux ultralibéraux pour obtenir la majorité absolue. Ses deux mandatures ont été marquée par une politique nationaliste hindoue d'extrême droite, notamment par une intense répression des minorités religieuses, principalement des musulmans indiens qui représentent 200 millions de personnes sur 1,4 milliard d'Indiens, et une remise en causes des libertés civiques. En janvier dernier, il avait inauguré en grande pompe le temple géant d'Ayodhya, symbole du nationalisme hindou, construit sur les ruines d'une mosquée détruite lors d'émeutes sanglantes. Adeptes de l'ul-

tralibéralisme, il a conduit une politique au service des monopoles indiens et des multinationales qui lui ont toujours apporté un soutien politique et financier. Sa politique a également été marquée par la répression de la mobilisation de la paysannerie, ruinée par la politique de soutien aux grandes entreprises de l'agrobusiness.

Si le BJP est arrivé en tête, surtout ses scores sont à la baisse. Modi lui-même n'a été élu qu'avec 54 % des suffrages. Comme le souligne les camarades de « Democracy Revolutionary », organisation m-l membre de Cipoml, dont nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'analyse de ces élections, « le culte de la personne de Narendra Modi a perdu beaucoup de son éclat ».

Les camarades expliquent : « Plusieurs facteurs ont contribué à ce qui est effectivement considéré comme une défaite pour la politique de haine et de polarisation de Narendra Modi sur des lignes religieuses. Nous pouvons

identifier les quatre facteurs les plus importants. Tout d'abord, la colère des agriculteurs (effectivement les paysans moyens et riches mais aussi les petits paysans) non seulement avec la politique néolibérale de commercialisation des produits agricoles du gouvernement, mais aussi avec la façon dont il a cherché à écraser le mouvement des agriculteurs. Les agriculteurs des cinq principaux États de l'Uttar Pradesh, du Bihar, du Pendjab, de l'Haryana et du Rajasthan ont voté contre le BJP. Le deuxième facteur majeur était la croyance répandue que si le BJP gagnait avec une majorité écrasante, il démantèlerait les garanties laïques, démocratiques et égalitaires de la Constitution de l'Inde, en particulier celles des minorités et la mise en place d'une discrimination positive en faveur des castes et des tribus historiquement opprimées. (...) Cela a retourné les castes opprimées (Dalits) et les communautés minoritaires contre le BJP. Le troisième facteur a fonctionné principale-

ment dans les États du sud du Tamil Nadu, du Kerala et du Karnataka où la posture ouvertement hindoue était considérée comme un retour à la domination de la caste brahmanique, ce que le peuple de ces États avait combattu résolument et avec succès. Le quatrième élément concernait la perception selon laquelle le BJP dirigé par Modi cherchait à démolir la base même de la possibilité d'opposition démocratique en décimant l'opposition, en particulier ceux qui étaient enracinés dans les régions. »

Et de conclure : « Vu le malaise politique auquel est confronté le BJP et le fait que plusieurs États sont apparus comme des refuges, les mouvements sociaux ont la possibilité de se renforcer et d'affirmer leurs intérêts. Les forces de gauche et les forces libérales doivent identifier les problèmes spécifiques rencontrés par différentes sections de la population et construire des mouvements actifs autour d'eux. » ★

Israël

La pression s'accroît sur Netanyahu

Malgré ses déclarations sur une fin proche de la phase « intensive du conflit », Netanyahu continue sa guerre d'extermination à Gaza (voir plus bas). Mais les pressions vont grandissantes sur le Premier ministre et son gouvernement pour mettre fin aux bombardements, massacres et destructions dans la bande de Gaza. Si ce n'est pas l'humanisme qui guide cette évolution, le risque d'un conflit qui se généraliserait à la région inquiète les Etats-Unis, en particulier la situation autour du sud Liban qui pourrait mettre le feu aux poudres. Alors que les échanges de tirs ne cessent depuis plusieurs mois, le nouvel assassinat d'un responsable du Hezbollah au sud Liban, le 3 juillet, après plusieurs autres a déclenché deux jours de bombardements par l'organisation chiite libanaise alliée du Hamas avec plus de deux cents roquettes lancées sur le Golan Syrien occupé et le nord

d'Israël. Israël a immédiatement riposté et bombardé en retour des installations militaires du Hezbollah. Biden a évoqué le risque d'un conflit régional, qu'il voudrait éviter pour ne pas avoir à s'y engager. Les contradictions se font même sentir au sein de son administration, une douzaine de hauts fonctionnaires ayant récemment démissionné pour protester contre l'attitude de soutien inconditionnel à Israël. Si l'on est encore loin de véritables sanctions, la pression augmente pour un cessez-le-feu, comme le montrent les déclarations du nouveau ministre travailliste britannique des affaires étrangères en faveur d'un cessez-le-feu. Les pressions économiques s'accroissent aussi, même indirectes. En Norvège, le plus grand fonds de pension a vendu ses parts de l'entreprise américaine Caterpillar pour sa participation aux

violations des droits humains en Palestine.

La situation interne se complique aussi pour Netanyahu qui fait face à des dissensions dans sa coalition. Une des conséquences est la dissolution du cabinet de guerre provoquée par le départ du gouvernement avec deux alliés de Benny Gantz, le « modéré » qui s'opposait à la manière dont la guerre est conduite mais n'en critiquait pas la justification. Cette dissolution du cabinet de guerre permet à Netanyahu de couper l'herbe sous le pied de ses alliés d'extrême droite, de plus en plus encombrants, Gvir et Smotrich, respectivement ministres de la sécurité et des finances, qui lui avaient permis de garder la main sur la coalition face à Gantz. Ceux-ci exigeaient d'y entrer pour participer à la guerre. Netanyahu fait ainsi maintenant face à une opposition sur ses deux flancs. D'une part, les ultra-orthodoxes ont manifesté par

milliers fin juin contre l'arrêt de la Cour suprême mettant fin à leur exonération de service et mobilisation militaires. Ils ont été sévèrement réprimés par la police. D'autre part, des milliers de manifestants se sont rassemblés, le 29 juin, devant le ministère des armées israélien pour demander la démission du Premier ministre et favoriser la libération des otages, avec la participation de certains d'entre eux récemment libérés. L'intensification des pressions internationales et les difficultés internes poussent Netanyahu à revenir à la table des négociations vers un potentiel cessez-le-feu. Après la proposition de « nouvelles idées » par le Hamas, Netanyahu a annoncé aux Etats-Unis l'envoi d'une délégation au Qatar, dirigée par le chef du Mossad, pour négocier la libération des otages, ce qu'il refusait depuis des mois. ★

A Gaza, le massacre continue

Après neuf mois de guerre, ce sont 40 000 Gazaouis qui sont morts sous les bombes et 1,8 million de réfugiés obligés de fuir d'un coin à l'autre de la bande de Gaza sans pouvoir en sortir, soit 80 % de sa population. Et le 1^{er} juillet, ce sont encore deux cent cinquante mille personnes qui ont reçu un ordre d'évacuation de la part des forces d'occupation, nombre d'entre elles venant à peine d'arriver d'un autre quartier détruit. Elles n'avaient même pas encore eu le temps de monter des tentes de fortune sur les débris des bombardements précédents.

Les attaques israéliennes se concentrent maintenant sur les deux dernières zones que ses forces n'avaient pas encore conquises : Rafah, sur la bordure méridionale de Gaza, et la zone autour de Deir al-Balah au centre. Mais contrairement à ce que veut faire croire l'Etat sioniste, ses attaques « ciblées » contre le Hamas n'ont pas liquidé la résistance. De violents combats au sol continuent d'opposer l'armée israélienne aux combattants palestiniens et l'armée israélienne continue à subir des pertes.

Chaque jour ou presque, ce sont des dizaines de Palestiniens qui meurent dans des attaques soi-disant ciblées sur des infrastructures du Hamas. Mais la réalité, ce sont les chars et les forces aériennes qui bombardent les tentes de réfugiés comme dans la zone humanitaire de Maas dans la partie ouest de Rafah, faisant vingt-cinq morts et cinquante blessés près du centre du Comité International de la Croix-Rouge. L'armée d'occupation n'épargne ni camps de réfugiés ni

hôpitaux, comme la clinique Al-Darāw bombardée le 24 juin.

La destruction de toutes les infrastructures de secours fait partie de la stratégie de l'armée d'occupation. Quand elle ne détruit pas, ses menaces provoquent la fuite des patients et des soignants comme à l'hôpital européen de Khan Younés, aujourd'hui totalement vide de ses 320 patients et soignants suite à l'ordre d'évacuation. Depuis le 8 octobre, en plus des 13 hôpitaux et 69 cliniques et centres médicaux détruits, ce sont au moins 500 soignants qui ont été assassinés et 300 kidnappés. Car en plus des bombardements, des drones tueurs et des snipers, l'armée israélienne arrête continuellement des Gazaouis – 5000 à ce jour –, qui viennent grossir les rangs des prisonniers politiques Palestiniens sous un nouveau statut de « combattant illégal » voté par la Knesset en décembre, statut qui permet de ne pas les considérer comme des prisonniers de guerre. Une partie d'entre eux sont transférés notamment au camp de Sed Teinman, dans le désert du Negev, qui apparaît aujourd'hui comme un véritable Guantanamo israélien, où les prisonniers sont menottés, nus avec des couches, les yeux bandés avec interdiction de se tenir debout. En outre, l'armée d'occupation bloque la livraison de fioul aux hôpitaux, les empêchant, quand ils sont encore debout, de secourir et soigner la



Le 23 juin plusieurs centaines de personnes ont participé à une marche pour la paix au Proche-Orient, entre Beune et Chenôve. Soit une quarantaine de kilomètres, l'équivalent de la distance entre le nord et le sud de la bande de Gaza (photo AFPS21).

quasi-centaine de milliers de blessés graves palestiniens.

L'étau se resserre sur la Cisjordanie

Mais il n'y a pas qu'à Gaza que l'armée d'occupation sévit. Depuis 9 mois, ce sont 549 Palestiniens qui ont été assassinés en Cisjordanie dont deux cents rien qu'en 2024, que ce soit par l'armée ou des colons armés. Au jour où nous publions ce journal, 15 palestiniens sont morts en 48 heures dans le camp de réfugiés de Jénine et à Tulkarem, dont une femme et un enfant. La pression et les attaques des colons se sont encore renforcées, et dans certaines villes et villages, il devient quasiment impossible pour les Palestiniens de se déplacer. Dans le même temps, l'Etat israélien a confisqué 1270 hectares de terres fertiles dans la vallée du Jourdain, la plus

grosse confiscation de terres depuis trente ans et les accords d'Oslo.

Netanyahu compte sur la trêve estivale pour « terminer le travail » et mettre ses détracteurs devant le fait accompli. Certes, il est plus difficile de mobiliser en cette période de congés et après neuf mois de mobilisations ininterrompues. Mais comme on a pu le voir ces dernières semaines, les mobilisations en soutien au peuple palestinien et pour exiger un cessez-le-feu immédiat et pérenne continuent sous différentes formes : marches-relais entre deux villes sur la distance de la bande de Gaza, déambulations dans les quartiers populaires et dans les centres-villes, concerts et repas de solidarité, sans compter les multiples initiatives pour dénoncer la participation de l'Etat d'Israël aux JO de Paris. Il nous faut continuer à multiplier les actions et accroître la pression populaire pour enfin arracher un cessez-le-feu et que cesse ce massacre ! ★

Répression et justice coloniales en Kanaky

Le 19 juin, 11 responsables de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain) ont été interpellés. 9 ont été immédiatement placés en détention provisoire. Le 24 juin, 7 de ces militants et militantes ont été déportés dans des prisons en métropole, à 17 000 kilomètres de chez eux, tous dans des villes différentes : à Mulhouse (Christian TEIN, dirigeant indépendantiste de l'Union calédonienne, responsable de la CCAT), Dijon (Brenda WANABO IPEZE), Bourges (Guillaume VAMA), Blois (Steeve UNÈ), Nevers (Yewa WAETHEANE), Villefranche-sur-Saône (Dimitri QENEGEI) et Riom (Frédérique MULIAVA).

Deux autres militants sont incarcérés à Nouméa, dont Joël Djibaou, fils de Jean-Marie Djibaou, frère d'Emmanuel Djibaou tout nouveau député indépendantiste élu le 7 juillet.

Les chefs d'accusation sont très graves : « participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime », « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou dégradation de biens », « complicité de tentative de meurtre », « vol en bande organisée avec arme », « destruction en bande organisée du bien d'autrui par un moyen dangereux » ...

Deux autres personnes ont également été mises en examen, le 6 juillet, et placées sous contrôle judiciaire. Selon le procureur de Nouméa, « il leur est notamment reproché un rôle de coordination dans les actions des émeutiers, au titre de la constitution des barrages, des actes de violences et de destruction par incendie commis en particulier dans le secteur de la Vallée-du-Tir et de Dumbéa ».

Ces interpellations font suite aux

mobilisations qui n'ont cessé de s'amplifier depuis le vote du projet de loi sur le « dégel du corps électoral » que Macron, le gouvernement Attal, la majorité macronienne, la droite et l'extrême droite veulent imposer au peuple kanak (50 000 manifestants à Nouméa le 13 avril, grosse mobilisation le 1^{er} mai...). Cette répression est la réponse de l'Etat colonial aux émeutes qui ont éclaté le 13 mai lorsque Macron a évoqué la convocation rapide du Congrès, à Versailles, pour entériner cette loi qui ferme la porte au processus de décolonisation engagé avec les accords de 1988 et 1998 et renforce les mécanismes de domination coloniale. Depuis ce jour-là, l'Etat français s'est départi de sa prétendue « impartialité ». Il s'est mis entièrement du côté des « loyalistes », contre le peuple kanak. Sa décision de frapper durement le mouvement indépendantiste à travers la branche qui a mené les « actions de terrain » et les méthodes employées - la déportation - sont destinées à marquer profondément les esprits. Macron espère ainsi convaincre les Kanak qu'ils n'auront jamais gain de cause. En vain, car ces coups de force ne font qu'alimenter la colère d'un peuple et de sa jeunesse, convaincus de leur droit inaliénable à l'indépendance.

Malgré l'état d'urgence (prolongé jusqu'au 15 juillet), les manifestations se sont multipliées, à Nouméa et Dumbéa, mais aussi dans la Province Nord et dans les Iles Loyauté (Lifou, Maré...). Des affrontements ont eu lieu avec la police et la gendarmerie.

L'écho de ces agressions coloniales et de ces résistances s'est répercuté dans toutes les dernières colonies conservées par la France. 50 organisations de Guadeloupe, Martinique et Guyane ont signé, le 24 juin, un communiqué de soutien à la lutte du peuple kanak, dénonçant la répression coloniale en Kanaky et appelant à la libération immédiate des jeunes et des militant-e-s politiques kanak emprisonné-e-s. Le



CNCP de Martinique (Conseil national des comités populaires) a mis en ligne une vidéo de soutien (1). Ces manifestations de solidarité dans les autres colonies françaises sont importantes à faire connaître. Elles participent de la mobilisation internationale des forces progressistes et anticolonialistes pour faire condamner le colonialisme français, qu'il faut développer. Notre parti y travaille. En France métropolitaine, la solidarité s'organise en lien avec le MKF (Mouvement des Kanak en France). En lien avec le Collectif Solidarité Kanaky (2) constitué au niveau national (dont notre Parti est

membre), des collectifs de soutien se mettent en place dans de nombreuses villes. Des collectifs de l'AISDPK se (re)créent également. Des rassemblements, manifestations, meetings, projections-débats ont été organisés à Paris, Montreuil, Toulouse, Mulhouse, Blois, Bordeaux, Bourges, Grenoble, Brest, Lorient, Rennes, Caen, Rouen, Marseille, Montpellier, Dijon...

Une solidarité qui doit encore être élargie

Son objectif immédiat est la **libération des prisonniers kanak**. Cette lutte pour la libération de ces prisonniers politiques prolonge celle qui est menée au pays. Elle est assortie d'une campagne de **soutien concret aux prisonniers** déportés en France impulsé par le MKF et les différents collectifs, locaux et nationaux.

Cette mobilisation s'inscrit dans la durée : les procédures judiciaires sont longues et la solidarité matérielle est cruciale.

Le deuxième combat à poursuivre est le combat pour le retrait de la loi inique sur le dégel du corps électoral. Il est nécessaire parallèlement d'amplifier par tous les moyens le travail d'information sur la réalité coloniale en Kanaky et le combat du peuple kanak.

Partout où ils le peuvent, nos militants apportent leur contribution à ce travail de solidarité. ★

Voir : <https://www.pcof.net/declaration-de-solidarite-de-50-organisations-des-colonies-avec-le-combat-du-peuple-kanak/> et : <https://www.pcof.net/le-cnnp-de-martinique-envoie-son-soutien-au-peuple-kanak/>
<https://solidaritekanaky.fr/>

Notre communiqué du 19 juin 2024

A bas la répression coloniale en Kanaky Libération des responsables de la CCAT



Le 19 juin, les forces de l'ordre et la justice coloniale ont arrêté 11 dirigeants indépendantistes et membres de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), à

Nouméa. Les locaux de la CCAT et de l'Union Calédonienne (UC) ont été perquisitionnés. Les accusations portées contre ces militants sont particulièrement graves : association de malfaiteurs, bande organisée, complicité par instigation de crimes de meurtre... Le but : criminaliser, réprimer, intimider et essayer d'isoler la CCAT.

Cette opération de police intervient au lendemain de la remise d'une « lettre de Macron aux Calédoniens », « par le biais des élus », dans laquelle il parle de dialogue, réécrit l'histoire et annonce « dans la circonstance, de ne pas réunir le Congrès » qui, de toute façon, ne peut être réuni du fait de la dissolution de l'Assemblée nationale !

Mais son principal message est une injonction : « levée des barrages et condamnation des violences » et les accusations et les poursuites contre « quelques-uns » qui les ont encouragées. Ces « quelques-uns », ce sont les responsables de la CCAT.

Pas un mot sur les milices anti-indépendantistes armées qui font la chasse aux Kanak.

Pas un mot sur les morts kanak, dont le nombre dépasse les chiffres officiels.

Pas un mot sur les arrestations de Kanak qui continuent : aucun chiffre, aucune indication sur les lieux de détention, notamment en France...

Les anti indépendantistes radicaux exultent : « il était temps »

a dit S. Bakès, pendant que « les Loyalistes et le Rassemblement » se félicitent que « l'Etat a enfin entendu les exigences de Calédoniens » et se réjouissent de l'arrestation du porte-parole de la CCAT, Christian Tein « et de ses complices ».

Alors que Macron est politiquement affaibli, que le gouvernement est en sursis, il fait le choix de la provocation, de la répression pour essayer d'étouffer la crise coloniale. C'est inacceptable et c'est voué à l'échec.

Les forces indépendantistes appellent les Kanak, notamment les jeunes, à ne pas tomber dans la provocation.

Le peuple kanak et ses organisations ont besoin du soutien le plus large pour résister à l'offensive répressive et pour poursuivre leur combat pour sa pleine souveraineté.

Paris, 19 juin 2024

PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS DE FRANCE